



Le Conseil Pour l'Éducation et le Développement

Le Développement de l'Être-humain au Burundi

Immeuble Maison des Œuvres
Avenue Pierre NGENDANDUMWE, n°32
BP 3792 Bujumbura
Tél +257 22 24 46 27
Site Web : www.coped.org
Email : coped@coped.org

RAPPORT ANNUEL, EXERCICE 2022

« Car j'ai eu faim et vous m'avez donné à manger, j'ai eu soif et vous m'avez donné à boire, j'étais un étranger et vous m'avez accueilli, nu et vous m'avez vêtu, malade et vous m'avez visité, prisonnier et vous êtes venus me voir. » (Matthieu 25, 35 – 36).

Avril, 2022

Table de matière

0. Introduction.....	5
1. Vision du COPED	5
2. Mission du COPED.....	5
3. Valeurs du COPED.....	5
4. Domaines d'intervention	6
5. Principes directeurs	6
6. Zones d'action du COPED.....	7
7. Administration	8
8. Partenaires du COPED	9
9. Communication et relations publiques au sein du COPED	10
10. Politique de développement et engagement pour la société civile (participation à	10
11. Adhésion à des réseaux et alliances en rapport aux sujets principaux abordés.....	10
12. Réalisations de COPED, exercice 2022	11
AXE I. PROMOTION DE LA SANTE COMMUNAUTAIRE, PREVENTIVE ET CURATIVE ...	11
I.1. Bref rappel de l'axe	11
I.2. Brève description des projets exécutés en 2022 dans le département santé.....	11
I.2.1. Projet COSA IVURIRO N'AMAGARA	11
I.2.2. Projet VIH/Tuberculose.....	12
I.2.3. Projet WIYIZIRE	13
I.3. Etat de réalisation des activités prévues.....	14
I.3.1. Projet COSA IVURIRO N'AMAGARA	14
I.3.2. Projet VIH/Tuberculose.....	17
I.3.3. Projet WIYIZIRE.....	20
I.3.3.2. Histoire de succès du projet WIYIZIRE.....	22
I.3.3.3. Contraintes rencontrées.....	23
I.3.3.4. Leçons apprises.....	23
I.3.3.5. Perspectives.....	24
AXE II : ACCÈS À L'ÉDUCATION DE QUALITÉ ET UNE FORMATION À L'INSERTION AU MONDE DU TRAVAIL	25
II.1. Brève description de l'axe	25
II.1.1. Projet ETAPE	25
II.1.2. Projet PACEA.....	26
II.1.3. Projet BIRATURABA TWESE (Volet Education)	26

II.1.4. Projet Appui au Centre des Handicapés de Makamba	26
II.2 Etat de réalisation des activités prévues dans le département éducation	27
II.2.1 Tableaux synthétiques des projets.....	27
II.2.1.1 Le projet ETAPE	27
II.2.1.2 Projet PACEA	28
II.2.1.3. Projet BIRATURABA TWESE.....	30
II.2.1.4. Projet Appui au Centre des Handicapés de Makamba	31
II.3. Histoire de succès, contraintes, leçons apprises et perspectives.....	32
II.3.1. Histoire de succès pour le projet ETAPE	32
II.3.2. Contraintes rencontrées et solutions	33
II.3.3. Leçons apprises	33
II.3.4. Perspectives	34
AXE III. ACCÈS À UNE ALIMENTATION SUFFISANTE ET ÉQUILIBRÉE	35
III.1. Bref rappel de l'axe	35
III.2. Brève description des projets exécutés dans le département sécurité alimentaire	35
III.2.1. Projet TUBEHONEZA	35
III.2.2. Projet PADANE.....	36
III.2.3. Projet CEI BURAGANE	36
III.2.4. Projet MERANKABANDI	37
III.3. Etat des réalisations dans le département de Sécurité Alimentaire et Nutrition.....	37
III.3.1. Projet TUBEHONEZA	37
III.3.1.1. Tableau synthétique des réalisations	37
III.3.1.2. Les succès du projet TUBEHONEZA	39
III.3. Défis	44
III.3.2. Projet PADANE.....	45
III.3.3. Projet CEI Buragane	46
III.3.4. Projet MERANKABANDI	47
Les Espaces de bien être Hinduringendo/Genderingendo sont réhabilités	47
III.3.4. Quelques succès	49
III.3.4.3. Défis /Contraintes	49
IV. 1 Bref rappel de l'axe	50
IV.2 Projet PADI.....	50
IV.2.4. Bailleurs, Budget et période	51

AXE V : INTERVENTIONS INCLUSIVES EN MATIERE D'URGENCE ET HUMANITAIRE DE GENRE ET DE JEUNES.....	53
V.1.Rappel de l'axe	53
V.2. Projet HCR	53
V.3. AEP GATETE	59
AXES VI : RÉINSERTION SOCIO-ÉCONOMIQUE DES VULNÉRABLES.....	63
VI.1. Bref rappel de l'axe	63
VI.2. Etat des réalisations des activités dans l'axe VI.....	63
VI.2.1. Projet BIRATURABA TWESE	63
VI.3.3. Succès du projet Biraturaba.....	65
VI.3.3.3. Contraintes rencontrées	66
VI.3.3.4. Leçons apprises.....	67
VI.3.3.5. Perspectives	67
AXE VII : LA COORDINATION DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN STRATÉGIQUE	68
VII.1. Bref rappel de l'axe.....	68
VII.2. Tableau synthétique des réalisations.....	68
13. CONCLUSION GENERALE	70

0. Introduction.

Durant l'année 2022 COPED a mené des activités pour poursuivre sa vision qui s'énonce comme suit : **«COPED, pour une société construite sur base du développement intégral de la personne humaine dans un environnement sain et viable »**, tout en respectant sa mission de **« contribuer à l'édification d'un monde meilleur à travers les actions de réduction de la pauvreté, de promotion de la Santé, de l'Education, de la sécurité alimentaire, de l'environnement, dans le respect de la dignité de la personne humaine »**. Pour gagner son pari, COPED a continué à développer les différents axes qui résument le travail de l'année 2022.

En effet 7 axes du plan stratégique 2018-2022 ont guidé COPED tout le long de l'année, à savoir 4 axes principaux et 3 axes transversaux. Il s'agit de :(i) promotion de la santé communautaire, préventive et curative, (ii) accès à une éducation de qualité et une formation à l'insertion au monde du travail, (iii) accès à une alimentation suffisante et équilibrée, (iv) protection de l'environnement et conservation des ressources naturelles.

A ces derniers s'ajoutent trois axes transversaux : (v) interventions inclusives en matière d'urgence et humanitaire, de genre et de jeunes, (vi) réinsertion socio-économique des vulnérables ;(vii) coordination de la mise en œuvre du plan stratégique.

Durant l'année 2022 dans chaque axe il y a eu des activités et des résultats par projet avec des partenaires diversifiés dans diverses zones. Le présent rapport présente brièvement le COPED, avant de présenter les réalisations pour l'an 2022.

1. Vision du COPED

« COPED, pour une société construite sur base du développement intégral de la personne humaine dans un environnement sain/viable. »

2. Mission du COPED

Contribuer à l'édification d'un monde meilleur à travers les actions de réduction de la pauvreté, de promotion de la Santé, de l'Education, de la sécurité alimentaire, de l'environnement, dans le respect de la dignité de la personne humaine.

3. Valeurs du COPED

Le COPED agit selon les valeurs fondamentales suivantes :

- Le souci d'une dynamique d'amélioration des conditions de vie des populations ;
- Le respect de la dignité de la personne humaine ;
- La justice sociale et l'équité ;
- La solidarité.

4. Domaines d'intervention

Les domaines d'intervention (DI) de COPED pour la période de 2018 à 2022 sont les suivants :

- DI 1 : Santé
- DI 2 : Education et création d'emplois
- DI 3 : Sécurité alimentaire et nutrition
- DI 4 : Environnement et ressources naturelles

Les axes d'intervention de COPED sont les suivants :

- Axe 1 : Promotion de la santé communautaire, préventive et curative
- Axe 2 : Accès à une éducation de qualité et une formation à l'insertion au monde du travail
- Axe 3 : Accès à une alimentation suffisante et équilibrée
- Axe 4 : Protection de l'environnement et conservation des ressources naturelles

A ces derniers s'ajoutent trois axes transversaux, à savoir :

- Axe 5 : Interventions inclusives en matière d'urgence et humanitaire, de genre et de jeunes
- Axe 6 : Réinsertion socio-économique des vulnérables
- Axe 7 : Coordination de la mise en œuvre

5. Principes directeurs

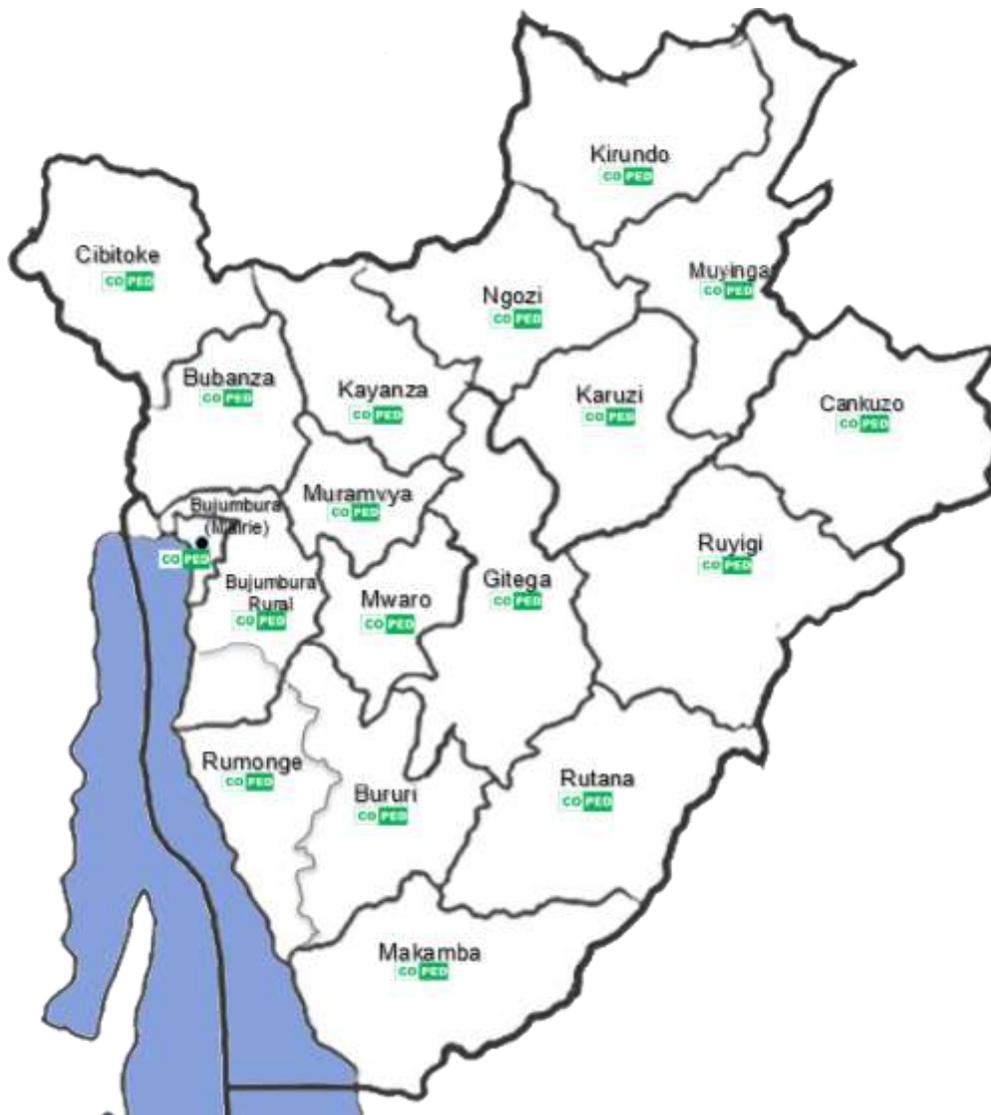
- **L'engagement au haut niveau** : De cet engagement dépendent la force et la motivation du cadre institutionnel chargé de la mise en œuvre de ce Plan Stratégique.
- **Le respect et la promotion des droits humains** : Chacun sait que l'accès à l'éducation, à la santé, à l'alimentation sont des droits universellement reconnus à la personne humaine.
- **La pertinence** : Les interventions doivent répondre aux besoins du contexte et des bénéficiaires.
- **L'efficacité** : Les bénéficiaires ciblés doivent effectivement tirer profit des produits ou des services générés dans la mise en œuvre du Plan stratégique.
- **L'efficience** : Il doit y avoir une relation entre différentes activités, les ressources disponibles et les résultats prévus.
- **La participation** : la participation des populations permet de consolider l'engagement communautaire et l'appropriation des projets de manière durable.
- **Une approche d'inter-sectorialité** : Il est nécessaire d'impliquer tous les secteurs de la vie publique et sociale : le gouvernement, la société civile, les populations, tout le monde doit se sentir concerné.
- **Une sensibilité au genre** : Les interventions tiendront compte de la dimension « genre » aussi bien dans la conception que dans l'exécution de ses programmes.

- **Une inclusivité** : Ses interventions s'adressent aussi aux vulnérables, aux jeunes, aux femmes, aux porteurs de handicap, aux personnes âgées ...).
- **La transparence** : Manuel des procédures rapports des auditeurs
- **Réalisme** : prévoir ce qui est réalisable.

6. Zones d'action du COPED

Le COPED opère sur tout le territoire national du Burundi avec des antennes provinciales à : **BUJUMBURA Mairie, BURURI, GITEGA, KAYANZA, MAKAMBA, MUYINGA, RUMONGE, KIRUNDO, CANKUZO, MURAMVYA, NGOZI, BUBANZA et RUYIGI.**

Durant l'exercice 2022, le COPED a mené ses interventions sur tout le territoire national du Burundi, comme le présente la carte du Burundi ci-après :



7. Administration

Au plus haut niveau, le COPED est dirigé par un Conseil d'Administration, présidé par l'Evêque du Diocèse Catholique de Bururi. Il est en effet le Président et Représentant Légal du COPED, Monseigneur Salvator NICITERETSE, Evêque du diocèse catholique de Bururi.

Au niveau de l'exécutif, le COPED est dirigé par une Direction Nationale. Pour réaliser les objectifs du COPED, le Conseil d'Administration s'appuie sur une structure technique, la Direction Nationale du COPED, dirigée par un Directeur National, prêtre issu du Clergé du diocèse de Bururi, nommé par l'Evêque et approuvé par le Conseil d'Administration et le Collège Diocésain des Consultants. La Direction Nationale du COPED comprend autant de Départements et d'employés que de besoin, compte tenu de l'étendue et du volume des activités, dans la limite des moyens disponibles (*Art 41 et 42 des Statut 2021 de COPED*).

L'année 2022, le COPED a gardé son leadership au niveau de la Direction Nationale. L'Abbé Gratien Niyuhire a dirigé les interventions de COPED dans son rôle de Directeur National, secondé par Dr. Abbé Jean Claude Ndayikengurukiye, Directeur National Adjoint et chargé des programmes et des projets ; et Sœur Godeberthe Ndayihimbaze tenant la Direction Administrative et Financière de COPED.

8. Partenaires du COPED

Le COPED a collaboré en 2022 avec d'autres organisations nationales et internationales pour la réalisation de ses missions.

Partenaires nationaux :



Partenaires Internationaux :



9. Communication et relations publiques au sein du COPED

Le COPED organise des activités de lobbying par le biais de son site web et utilise les réseaux sociaux comme Facebook, Tweeter et teams. Le COPED dispose d'une salle numérique où sont publiées ses activités. Il organise également des journées porte-ouvertes, des donors scopping, des ateliers de réflexion et d'échange. Le COPED invite le publique, ses partenaires et certains medias pour partager son expérience et ses perspectives lors de ces journées porte-ouvertes. Il dispose aussi d'une cellule interne de mobilisation des fonds et élaboration des projets.

10. Politique de développement et engagement pour la société civile (participation à des conférences, forums techniques)

Le COPED bénéficie déjà du statut consultatif de l'ECOSOC, une branche des OSC au niveau des Nations Unies. Comme membre de cet organe, le COPED a été invité à **prendre part à la 1ère réunion du comité intergouvernemental de négociation chargé d'élaborer un instrument international juridiquement contraignant sur la pollution plastique, y compris dans l'environnement marin (INC-1), prévue du 28 novembre au 2 décembre 2022**, organisée par les Nations Unies et qui s'est déroulée en Uruguay. Le COPED a été représenté sur place par Abbé Gratién NIYUHIRE, Directeur National, au moment où 9 autres membres du personnel de COPED ont suivi la conférence en ligne.

Le COPED est membre des Plateformes Nationaux dans tous les secteurs ministériels du Burundi. Le COPED participe régulièrement aux réunions humanitaires à Genève, sous l'invitation d'UNHCR dont il est partenaire réputé dans la gestion des réfugiés qui sont sur le sol Burundais et des rapatriés Burundais.

Au Burundi aussi, le COPED participe dans des réunions et conférences organisées par ses partenaires – l'UNHCR, le PNUD, l'UNICEF, le UNFPA, FAO, Ministères sectoriel – dans le cadre des interventions multisectorielles, toujours au sein du partenariat que le COPED entretient avec ces organisations.

11. Adhésion à des réseaux et alliances en rapport aux sujets principaux abordés

COPED est membre de l'alliance des organisations de la société civile au Burundi, alliance des Caritas internationaux, partenariat national et mondial de l'eau et réseau des agences humanitaire. Il est aussi membre de l'Accord-cadre entre l'Etat du burundi et l'Etat du Vatican et dirige un cercle d'échange pour la réadaptation physique du Burundi.

12. Réalisations de COPED, exercice 2022

Comme toute organisation sans but lucratif, la vie de COPED est axée sur les projets. Ces projets sont classés par domaine d'activités tels que *la santé, l'éducation, l'environnement, la sécurité alimentaire, l'urgence et le développement communautaire* et par axe d'intervention, comme souligné ci-haut. Ainsi donc, au courant de l'exercice 2022, le COPED a été guidé par les 5 domaines et 6 axes auxquels s'ajoute le 7^e qui est la coordination dans ses interventions. Nous vous présentons ici les réalisations pour 2022 classées sous les sept axes.

AXE I. PROMOTION DE LA SANTE COMMUNAUTAIRE, PREVENTIVE ET CURATIVE

I.1. Bref rappel de l'axe

Il y a quelques années COPED a mis en place un département santé pour prendre en main le premier axe du plan stratégique qui vise **la promotion de la santé communautaire, préventive et curative**. Au tour de cet axe, des projets ont été réalisés au cours de la période du rapport pour atteindre les objectifs du plan stratégique 2018-2022 et les résultats sont satisfaisants.

Ce rapport donne les interventions réalisées au cours de l'année 2022 ainsi que les principaux résultats produits. Afin de faciliter la lecture du rapport, les interventions sont regroupées par projets. Ainsi, 3 projets ont été exécutés avec une couverture de tout le territoire national.

Le projet COSA IVURIRO N'AMAGARA a été exécuté durant toute l'année dans toutes les provinces du pays avec un focus particulier dans 6 provinces (Bujumbura, Rumonge, Buzanza, Cibitoke, Muramvya et Mwaro).

Le projet WIYIZIRE a été mené durant toute l'année dans 6 provinces (Mairie de Bujumbura, Bujumbura, Gitega, Kayanza, Muyinga et Kirundo. Une extension vers la province de Ngozi a été faite au mois d'octobre 2022.

Le projet VIH/Tuberculose a été exécuté dans toutes les provinces selon les cibles recherchées.

En plus de ces projets, **le CNRKR** a continué ses activités de prise en charge des patients dans le domaine de médecine physique et réadaptation fonctionnelle.

I.2. Brève description des projets exécutés en 2022 dans le département santé

I.2.1. Projet COSA IVURIRO N'AMAGARA

Le but du projet est le renforcement du rôle de la société civile dans sa participation à l'amélioration du système de santé au Burundi

I.2.1.1. Objectif global

Le projet a pour objectif global de contribuer à améliorer l'état de Santé de la population au Burundi. Il vise à réduire (1) le taux de mortalité maternelle de 392 à 70 pour 100.000 naissances

vivantes, et (2) le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans de 47 à 37 pour 1.000 naissances vivantes.

I.2.1.2. Zone d'intervention

Le projet COSA IVURIRO N'AMAGARA couvre tout le territoire national, 18 provinces, 47 districts sanitaires, avec près de 834 CDS/COSA. Cependant, un grand focus est orienté dans 6 provinces : Bujumbura, Rumonge, Bubanza, Cibitoke, Muramvya et Mwaro.

I.2.1.3. Cible du projet

Les bénéficiaires finaux du projet sont constitués de toute la population du pays. Une prédilection aux personnes vulnérables, aux enfants de moins de 5 ans et aux femmes enceintes est une évidence. Les bénéficiaires directs sont constitués par les membres des COSA/COGES, les titulaires des CDS et les ECD des districts.

I.2.1.4. Bailleur, budget et période du projet

Le projet est financé par l'Union Européenne avec un cofinancement de COPED à la hauteur de 10%. Le budget total est 1.000.000 euros sur une période de 24 mois. Le projet a commencé le 6 avril 2021 et se termine le 5 avril 2023.

I.2.2. Projet VIH/Tuberculose

Le but du projet est le renforcement de la détection précoce de la tuberculose et du VIH chez les populations à haut risque.

I.2.2.1. Objectif Global

L'objectif global du projet ici est de contribuer au programme d'accélération du contrôle de la transmission des épidémies du VIH et de la Tuberculose au Burundi.

I.2.2.2. Zone d'intervention

La zone d'intervention du projet est constituée par toutes les provinces du pays en fonction de la présence des populations vulnérables aux 2 maladies.

I.2.2.3. Cible du projet

Les cibles du projet sont constituées par :

1. **Les prisonniers** : il s'agit de 11 prisons que compte le pays à savoir Mpimba, Rumonge, Muramvya, Gitega, Ngozi (femmes et hommes), Muyinga, Rutana, Bururi, Bubanza et Ruyigi ;
2. **Les pêcheurs** : il s'agit de 18 plages de pêches sur le littoral du lac Tanganyika depuis Kajaga (Bujumbura) jusqu'à Mvugo (Nyanza-lac) et 9 plages de pêches dont les lacs du nord. La population des pêcheurs et des mareyeuses (femmes et filles qui font du petit commerce autour des plages de pêche) est estimée à 100.000 personnes.

3. **Les miniers** des sites de Kabarore, Muruta dans la province de Kayanza, Butihinda dans la province de Muyinga, Ndora dans la province de Cibitoke et Musongati dans la province de Rutana.
4. **Les réfugiés** des camps de Musasa dans la province de Ngozi, Kinama dans la province de Muyinga, Bwagiriza et Nyenkanda dans la province de Ruyigi et Kavumu dans la province de Cankuzo.

I.2.2.4. Bailleur, budget et période du projet

Le projet est financé par le Fonds Mondial. Le budget annuel est de 234.000 dollars. Le projet a commencé depuis 2017 et prendra fin le 31 décembre 2023.

1.2.3. Projet WIYIZIRE

Le projet est le tout premier que COPED a pu décrocher de USAID ses dernières années après une minutieuse évaluation institutionnelle. Sur ce projet on a 3 autres organisations sous-réциpiendaires (IADH, FVS et RNJ+).

I.2.3.1. Objectif Global

Il s'agit de réduire et atténuer les risques d'infection au VIH chez les OEV et de faciliter la recherche de cas d'OEV tout en renforçant les liens avec les services cliniques, en mettant l'accent sur la prévention de la violence sexuelle et de nouveaux cas VIH+.

I.2.3.2. Zone d'intervention

La zone d'intervention est 7 provinces du pays à savoir : la Mairie de Bujumbura, Gitega, Kayanza, Kirundo, Muyinga et Ngozi qui s'est ajoutée au mois d'octobre 2022.

I.2.3.3. Cible du projet

Les orphelins et autres enfants vulnérables (OEV) de la zone d'intervention constitue la cible directe du projet.

I.2.3.4. Bailleur, budget et période du projet

Le projet WIYIZIRE est exécuté grâce à l'appui généreux du peuple américain à travers l'agence de développement du Gouvernement Américain, USAID. Le montant total du budget s'élève à 6 millions de dollars américains sur une période de 3 ans allant de mai 2020 à avril 2023.

I.3. Etat de réalisation des activités prévues

I.3.1. Projet COSA IVURIRO N'AMAGARA

I.3.1.1. Tableau synthétique du projet

Objectif spécifique	Résultats attendus	Activités prévues	Etat de réalisation	Observations (par ex. impact)
La participation des comités de santé (COSA) dans la cogestion (monitoring, prise de décisions) et retro-information aux populations est améliorée	-Les capacités des comités de gestion (COGES) sur le suivi des performances au centre de santé sont renforcées	- Formation de 571 COGES sur le Manuel simplifié des procédures administratives, financières et comptables d'un centre de santé au Burundi	117%	Sur 571 prévus, nous avons formé 670, d'où le dépassement de 17%
		-Formation des COSA sur le contenu de la grille d'évaluation qualité (FBP)	117%	Sur 571 prévus, nous avons formé 670, d'où le dépassement de 17%
		-Formation sensibilisation des COSA sur la politique de la gratuité des soins pour les femmes enceintes et enfants de moins de 5ans.	96%	
		-Formation des COSA/Coges sur leurs indicateurs de performance.	96%	
		-Accompagnement /coaching des COGES pour une utilisation efficiente du Canevas de suivi contrôle de la gestion d'un centre de santé	100%	
	-Les capacités et connaissances	-Formation des chefs de colline et des présidents COSA sur le	100%	

des COSA pour intégrer les idées/décisions de la communauté dans la cogestion sont améliorées	processus d'élaboration du Plan d'Action d'un centre de santé		
	-Organisation et accompagnement des séances d'auto renforcements de 58 COSA des provinces frontalières de la zone d'action du projet « IVURIRO RITUNGANIJE » par tutorat, à travers des échanges d'expérience avec participation communautaire.	128%	Cette activité a été prouvée comme un bon moyen de renforcement des COSA et a été exécutée dans les 6 provinces alors que c'était prévu dans 3 seulement
- La disponibilité des informations sur les expériences de participation et cogestion de la santé est améliorée	-Etudes sur l'état des lieux de la gouvernance aux centres de santé dans 6 provinces (3 de la zone d'action du Projet COSA « Ivuriro ritunganije » et 3 provinces limitrophes : Rumonge, Muramvya, Cibitoke, Mwaro, Bujumbura Rural et Bubanza.	50%	L'étude base line a été réalisée en janvier 2022. Il reste l'étude end line qui sera réalisée à la fin du projet
	-Réalisation d'un voyage d'étude pour générer apprentissage au sujet de la gestion communautaire des CdS.	100%	
- Le mécanisme de promotion/incitation de la bonne gestion des COSA est renforcé	-Remise de certificats de mérite aux meilleurs COSA de la zone d'action « Ivuriro ritunganije » après un processus de leur identification.	0%	
	-Plaidoyer auprès des autorités du MSPLS pour une harmonisation de la prime des COSA dans le mécanisme FBP.	-	Difficile à évaluer, Des ateliers, des visites ont été organisés et on a intégré chaque fois ce thème

	-Mécanismes de retro-information aux populations sont renforcés (populations)	-Appuyer et faciliter l'organisation des rencontres trimestrielles (COSA - communautés - Chefs de colline) pour la communication sur les performances du CDS.	50%	Cette activité a commencé avec retard, il a fallu que les chefs de collines terminent les formations. mais les COSA ont participé dans ces rencontres.
		Organiser les séances d'auto renforcement d'au moins 50% des COSA des provinces frontalières avec la zone d'intervention de l'action « Ivuriro ritunganijwe », par tutorat, à travers des échanges d'expérience	128%	

Les activités prévues au cours de la période de ce rapport ont été réalisées sur un taux satisfaisant. Si nous considérons uniquement l'année 2022, le taux est supérieur à 100% car une partie des activités non réalisées en 2021 ont été reportées en 2022.

I.3.2. Projet VIH/Tuberculose

I.3.2.1. Tableau synthétique du projet

Objectifs spécifiques	Résultats attendus	Activités prévues	Etat de réalisation	Observations (par ex. impact)
Renforcer la détection précoce, la mise sous traitement et la guérison de la maladie tuberculeuse au sein des populations à haut risque	Les interventions communautaires de contrôle de la transmission de la tuberculose dans les prisons, plages de pêches, camps des réfugiés et sites miniers sont améliorées	Organiser mensuellement une séance de causerie éducative sur la réduction du risque d'infection au VIH et la TB, les hépatites virales B et C, la consommation des drogues dans les 11 prisons du pays	100%	
		Subventionner les frais de déplacements des 303 PE dans les zones chaudes pour la sensibilisation couplée au dépistage par autotest (10000 francs bu / mois par pair). (102 HSH, 136 TS, 30 UDI et 35 Population vulnérable)	0%	Le bailleur n'a prévu un mécanisme de vérification et validation des données ainsi que les outils de rapportage. L'activité a été rapportée en 2023
		Organiser une réunion semestrielle de plaidoyer et de contractualisation avec associations pour les activités de sensibilisation de la TB auprès des populations clés (réfugiés, pêcheurs, les miniers, PVVIH) avec un système de suivi-évaluation. (15 personnes pendant 1 journée.	100%	
		Appuyer l'organisation annuelle des séances de sensibilisations par les pairs éducateurs à l'endroit des réfugiés vivant dans les 4 camps de réfugiés, 11 sites de pêcheurs et 5 sites de miniers à raison de 4 séances par an de 2021 à 2023 à raison de 120 personnes par séance.	100%	

		(Collation de 120 personnes/endroit/an)		
		Subventionner les frais de transport de Relais communautaires pour la recherche active de cas contacts (3000 FRANCS BURUNDAIS/cas à raison de 4778 cas 2021 ; 5256 en 2022 et 5782 en 2023)	0%	Le bailleur n'a prévu un mécanisme de vérification et validation des données ainsi que les outils de rapportage. L'activité a été rapportée en 2023
		Assurer un paquet d'adhérence aux malades en cours de traitement (IEC, TDO, Vidéo Dot, Visite à domicile par les relais) : 2700 en 2021, 2970 en 2022, 3267 en 2023. Frais de déplacement mensuel :10 000 BIF pour 440 acteurs communautaires/mois	0%	
		Subventionner les frais de transport de l'acteur communautaire pour assurer l'investigation des sujets contacts autour de chaque cas TB-MR (636x3000 Francs burundais)	0%	Le bailleur n'a prévu un mécanisme de vérification et validation des données ainsi que les outils de rapportage. L'activité a été rapportée en 2023
		Organiser annuellement des ateliers de sensibilisation sur la problématique de la TB et le dépistage du VIH/Sida à l'endroit des populations à risque/vulnérables (prisonniers, BATWA, déplacés, réfugiés, PS,	70%	

		MSM, etc.). (60 personnes/1 journée)		
		Former 148 Pairs Experts (pairs éducateurs anciens malades, ou malades contrôlés négatif au C2) sur la recherche active des cas, le transport des crachats, la lutte contre la stigmatisation, le DOT communautaire et le soutien psychologique	100%	
		Payer les primes mensuelles et frais de transport des 148 Pairs Experts	0%	Le bailleur n'a prévu un mécanisme de vérification et validation des données ainsi que les outils de rapportage. L'activité a été rapportée en 2023
		Contractualiser avec 7 Associations communautaires sur le suivi et l'accompagnement et la recherche active des cas	100%	
		Organiser des missions de supervision et de collecte des données de PEC communautaire de la TB et de la gestion de la coïnfection TB-VIH	100%	

I.3.3. Projet WIYIZIRE

I.3.3.1. Tableau synthétique du projet

Objectifs spécifiques	Résultats attendus	Activités prévues	Etat de réalisation	Observations (par ex. impact)
Améliorer l'accès et l'utilisation des services de qualité en matière de VIH, de la santé et de la PF, ainsi que la prévention du VIH et de la violence en faveur des enfants vulnérables	1.1 Accès et utilisation accrus de services de dépistage du VIH, liens avec les soins et le traitement, et la suppression virale chez les enfants séropositifs	Dépister 95% des OEV au VIH et leur communiquer de leur statut sérologique	100%	
		Enrôler 95% des OEV dépistés VIH+ au traitement ARV	100%	
		Faire le test de charge virale à au moins 95% des OEV sous traitement ARV	100%	
	1.2 Améliorer l'accès à la prévention de la violence basée sur le genre et les références aux services post-VBG en faveur des enfants vulnérables, en particulier les AJF	Organiser des visites mensuelles à domicile à au moins 80% de OEV	100%	
Améliorer la progression scolaire et la stabilité économique des enfants vulnérables et de leurs ménages	2.1 Progression scolaire améliorée chez les enfants, l'accent étant mis sur la transition des filles vers	Organiser des séances de renforcement en apprentissage à au moins 95% des OEV ayant une mauvaise note après un trimestre	100%	
		Appuyer au moins 95% des OEV suivis par le	100%	

	l'enseignement secondaire	projet en matériel et kit scolaire		
		Fournir 5 000 kits scolaires et d'autres formes de soutien pour améliorer les performances scolaires des OEV	100%	
	2.2 Réintégration accrue des enfants non scolarisés, en particulier les AJF, y compris la formation professionnelle	Inscrire au moins 200 OEV déscolarisés dans des centres de formation professionnelle	100%	
	2.3 Stabilité économique renforcée grâce à l'accès à l'éducation et aux compétences financières en faveur des tuteurs et des adolescents non- inscrits à l'école secondaire	Enregistrer au moins 1 500 OEV non scolarisés dans un groupe d'épargne et/ou des interventions génératrices de revenus pour améliorer leur statut social et couvrir les besoins des OEV (santé, alimentation et éducation)	100%	
		Organiser 5 VSLA minimum par province à travers le modèle de digitalisation en partenariat avec AUXFIN	100%	
2.4 Amélioration des compétences et des attitudes parentales en	Fournir d'une carte d'assurance maladie pour 90 % des tuteurs des	100%		

	fonction de l'âge en matière de santé, d'éducation, de VBG et de nutrition chez les tuteurs d'enfants vulnérables	OEV pour l'accès aux soins de santé		
--	---	--	--	--

I.3.3.2. Histoire de succès du projet WIYIZIRE

I.3.3.2.1. Réseaux communautaires de jeunes mis en place et renforcés

Le projet a impliqué les jeunes par l'entremise de réseaux de pairs afin d'améliorer l'observance du TAR entre pairs. Deux types de réseaux de jeunes ont été mis sur pied comme suit :

- a) **Réseau des jeunes champions** : adhérent et stable A/YLHIV identifié à partir des IC, à qui parler et aider d'autres jeunes VIH+ à améliorer la rétention et l'observance du TAR, la recherche de cas
- b) **Jeunes animateurs** : jeunes d'âge mûr (pour la plupart non scolarisés) formés aux principes de la jeunesse, jouant un rôle de rôle intermédiaire entre les jeunes et l'établissement de santé pour améliorer l'accès à des services de jeunesse de qualité (y compris PF et VIH) chez les jeunes et les adolescents

I.3.3.2.2. Tirer parti des plateformes existantes pour la prestation de services

Le projet a tiré parti des espaces suivants et les a utilisés pour de multiples objectifs :

a) Les OBV en tant qu'espaces polyvalents :

- Éducation parentale pour l'observance du TAR, l'accès à l'éducation, la rétention avec une performance améliorée parmi les OEV inscrits à l'école ;
- Éducation nutritionnelle et orientation vers les FARN (centres d'apprentissage et de réadaptation nutritionnelle) et FAN (centres d'apprentissage nutritionnel) ;
- Lien avec les possibilités de renforcement économique.

I.3.3.2.3. Utiliser la carte des opportunités sociales (répertoire des services)

Le projet a utilisé la carte des services sociaux pour offrir des références vers des services d'OEV (paludisme, réhabilitation nutritionnelle, etc.) et d'autres acteurs clés pour des services pertinents basés sur un plan de soins individualisé

I.3.3.2.4. Renforcement conjoint des capacités des CV (volontaires communautaires) et des ASC (agents de santé communautaires)

Le projet s'est coordonné avec les CDS et les mécanismes cliniques pour mener un renforcement conjoint des capacités afin d'améliorer des mécanismes de référence et une meilleure gestion des cas pour les bénéficiaires inscrits.

Le projet a également utilisé cet espace pour renforcer les cadres communautaires sur le processus d'inscription, en tirant parti des deux mécanismes de référence et indexation des mères séropositives par le biais de la gestion des cas.

I.3.3.3. Contraintes rencontrées

- Suivi des bénéficiaires géographiquement instables (changement de lieu, du CDS, ou même de la province)
- Extrême pauvreté des ménages, avec un impact sur l'observance du traitement ARV chez les enfants, entre autres impacts
- Attentes élevées de la part des bénéficiaires inscrits, ils attendent plus sur le projet
- Manque d'accès à la formation professionnelle pour les orphelins et les enfants vulnérables non scolarisés et à l'emploi
- Croyances religieuses autour de la santé sexuelle et adhésion aux soins de santé (refuge dans les salles de prière) ;
- Difficulté à travailler avec les travailleuses du sexe qui veulent inscrire leurs enfants dans le commerce ;
- Découragement des voisins à ces enfants de ne pas poursuivre les écoles ;
- Les enfants qui mentent sur la prise de médicaments alors qu'ils les ont jetés ;

I.3.3.4. Leçons apprises

Efficacité de la gestion intégrée des cas et du mentorat

Le projet a continué d'utiliser un seul volontaire communautaire pour la gestion de cas et le mentorat afin de gagner du temps et de l'argent. Cette stratégie a également permis de renforcer l'amitié entre les sociétés de capital-risque – et les bénéficiaires pour un meilleur accompagnement des bénéficiaires inscrits. Le modèle combiné (gestion de cas et mentorat) a également permis d'accroître la confidentialité et de mener la cohérence des interventions à l'égard des besoins identifiés.

Des espaces confortables pour les adolescents et les jeunes

L'approche de mise en œuvre du projet a créé des espaces confortables pour les jeunes et les adolescents comme :

a) Clubs de mentorat

Pour l'estime de soi et une meilleure préparation à la transition vers l'âge adulte

Activités de développement communautaire – les bénéficiaires sont valorisés par la communauté.

b) Groupes de soutien psycho-social

Connexion positive – information harmonisée, amélioration du dialogue/qualité/soutien mutuel/soutien mutuel entre les ASC et PVVIH+.

Les espaces de soutien psycho-social ont servi à une meilleure observance du traitement ARV et à une meilleure création de la demande de test de charge virale parmi les jeunes et adolescents.

c) Les VSLAs

Ces espaces ont servi à la fois pour le renforcement économique des bénéficiaires (15-18 OEV et parents) et une fenêtre pour les autres soutiens mutuels entre les membres. Le soutien mutuel et le partage d'expériences à travers les espaces VSLA ont permis aux jeunes de diversifier les AGR et de faire face à différents contextes locaux, contribuant ainsi aux besoins primaires des bénéficiaires (individuels et familiaux). L'activité des VSLA a également servi à cartographier les orphelins et les enfants vulnérables non scolarisés et les volontaires communautaires ont utilisé les résultats de ces discussions pour relier les OEV aux centres de formation des métiers.

Améliorer l'accès à l'éducation

La mise en œuvre du projet a permis de maintenir les enfants et les adolescents à l'école, la réintégration des orphelins et des enfants vulnérables ayant abandonné l'école et la réinsertion scolaire des orphelins et des enfants vulnérables, selon les besoins.

Travailler dans le domaine de l'éducation a permis d'améliorer la communication et les relations entre les chefs d'établissement, les directeurs, les volontaires communautaires et les parents qui sont membres de la communauté et qui maintiendront la relation même au-delà du projet.

I.3.3.5. Perspectives

- 1) Renforcer les mécanismes de coordination entre les CDS et les districts pour un meilleur suivi des cas d'instabilité des bénéficiaires (géographiquement)
- 2) Intégration du soutien nutritionnel dans le paquet de services éligibles pour les bénéficiaires
- 3) Augmenter le niveau d'appropriation et de soutien du ministère de la Santé et de l'administration locale pour plus de durabilité
- 4) Soutenir les initiatives pour les formations des métiers en vue d'améliorer l'accès des orphelins et des enfants vulnérables non scolarisés
- 5) Promouvoir les initiatives de création d'emplois pour faciliter l'accès à l'emploi des lauréats des formations professionnelles.

AXE II : ACCÈS À L'ÉDUCATION DE QUALITÉ ET UNE FORMATION À L'INSERTION AU MONDE DU TRAVAIL

Pour l'année 2022, COPED, dans son département Education avec comme axe d'intervention l'accès à une éducation de qualité et une formation pour l'insertion socio-professionnelle a mis en œuvre quatre projets à savoir **ETAPE** (Enseignement Technique Agricole Pour l'Employabilité), **PACEA** (Projet pour Amélioration de la Cohérence de l'Enseignement Agricole au Burundi), **BIRATURABA TWESE** pour son volet « Formation professionnelle », **UPHB** (l'Union des Personnes Handicapés au Burundi) pour son volet Education.

Le tableau ci-dessous montre en résumé les objectifs globaux, les lieux d'exécution, les cibles, les bailleurs, les budgets ainsi que le début et la fin pour chaque projet.

II.1. Brève description de l'axe

II.1.1. Projet ETAPE

Le projet s'oriente sur l'enseignement technique agricole pour l'employabilité.

II.1.1.1. Objectif Global

Le projet a pour objectif le renforcer l'enseignement et la formation technique dans les domaines de l'agriculture et de l'agro-alimentaire en vue d'améliorer les services fournis aux secteurs agricole et agro-alimentaire.

II.1.1.2. Zone d'intervention

Les lieux d'intervention sont les ITBU Mahwa dans la province de Gitega, et ITABU Karusi dans la province de Karusi, les Centres de Perfectionnement (CP) de Ruhata et Mutara dans la province de Karusi ; la Coopérative du Développement Laitier de Kiryama et Mutsama en province de Bururi ainsi que le CEIR dans la province de Rumonge.

II.1.1.3. Cibles du Projet

Le projet a comme cibles directs 150 enseignants/Formateurs et 250 apprenants et lauréats des ITAB Mahwa et Karusi et des CP. Les cibles indirectes sont le personnel administratif des ITAB, des CP et du ministère de l'Education nationale et de la recherche scientifique

II.1.1.4. Bailleur, budget et période du projet

Le projet ETAPE a comme bailleur le Royaume des Pays -Bas à travers NUFFIC avec un budget Global de 1.019.073 Euros sur une période allant de juin 2019 à Juillet 2022.

II.1.2. Projet PACEA

Il s'agit d'un projet pour but d'améliorer la cohérence de l'enseignement agricole au Burundi

II.1.2.1. Objectif global

Le projet a comme objectif de contribuer à éliminer la fin.

II.1.2.2. Zone d'intervention

Le projet a comme lieu d'intervention Bujumbura Mairie à l'Université du Burundi ainsi que dans les deux ITABU Mahwa et Karusi.

II.1.2.3. Cible du projet

Les cibles directes sont les 60 lauréats de l'UB, 100 lauréats des ITAB et 50 certifiés des CEM ; le personnel du Ministère de l'Education nationale et de la recherche scientifique et de la Formation Technique et Professionnelle (MEFTP), du BECFTP, de l'UB.

II.1.2.4. Bailleur, budget et période du projet

Le bailleur est le Royaume des Pays -Bas à travers NUFFIC avec un budget global de 98 250 Euros (44 820 euros pour l'année 2022) sur une période allant de janvier 2020 à Décembre 2022 (Avec Prolongation d'une année dont la fin est prévue avec décembre 2023).

II.1.3. Projet BIRATURABA TWESE (Volet Education)

II.1.3.1. Objectif global

Les femmes et les hommes réalisent leurs droits humains en ayant un accès plus équitable à la terre, au logement, aux services de base et à des moyens de subsistances sûrs, bénéficient d'impôts progressifs et de politiques fiscales et participent activement en tant que citoyens et influencent les décisions qui affectent leur vie.

II.1.3.2. Zone d'intervention

Province Makamba (Kayogoro, Makamba, Nyanza-lac, Mabanda), Province Rumonge (Rumonge, Buyengeru, Muhuta, Bugarama, Burambi)

II.1.3.3. Cible du projet

300 personnes dont les femmes, filles et les jeunes de 18-35ans

II.1.3.4. Bailleur, budget et période du projet

Christian Aid pour un budget de 148 153 Euros pour l'année 2022.

II.1.4. Projet Appui au Centre des Handicapés de Makamba

Ici il s'agit d'un petit financement annuel de 38 60 000 millions offert par la Fondation Liliane qui passe par UPHB pour appuyer dans l'éducation des enfants du centre des handicapés de Makamba.

II.2 Etat de réalisation des activités prévues dans le département éducation

II.2.1 Tableaux synthétiques des projets

II.2.1.1 Le projet ETAPE

Objectifs spécifiques	Résultats attendus	Activités prévues en année 3 (Juin2021-juin222)	Etat de réalisation	Observations (par ex. impact)
Les ITAB et les centres de perfectionnement ciblés par le Projet au Burundi ainsi que les établissements européens d'éducation impliqués dans le consortium accomplissent mieux leurs missions essentielles, fermement ancrées dans l'environnement politique et socio-économique dans lequel ils opèrent en réponse aux besoins du marché du travail et visant à l'inclusion	Besoins des ITAB, Centres, acteurs du marché du travail et secteur connus ;	Elaboration d'une stratégie Genre pour COPED et Mise en place d'un Comité Genre	90%	1. Pas de cahier de charge bien défini
	Performance organisationnelle et collaboration institutionnelle des ITAB et Centres	Appuyer les clubs genre/3 Sessions dans chaque ITAB de 2 sessions Petite Restauration et T-shirts	100%	2. Les clubs genre sont fonctionnels dans les ITAB et la mentalité des apprenants a changé. Il n'y a plus de travaux d'entretien ou pratiques exclusivement pour les filles ou garçons, tout se fait ensemble.
	Améliorées ;	Organiser des représentations théâtrales dans les régions	100%	
	La capacité des enseignants des ITAB impliqués dans la formation pratique des étudiants est	Appuyer les CP pour la présentation des chartes dans les conseils d'administration.	100%	
	Améliorée ;	Appuyer la Mise en place des points focaux genre au sein des organisations partenaires	100%	5. Ils n'ont pas de cahier de charge
	La capacité des formateurs impliqués dans les Centres de Perfectionnement est améliorée ;	6. Trajectoire d'apprentissage sur la gestion de projets	90%	
	Echanges fonctionnels entre acteurs issus des secteurs de l'éducation et de l'agriculture/agro-Alimentaire	7. Former le personnel et les finalistes des ITAB sur l'Entrepreneuriat	100%	6. Besoin de projets pour la mise en pratique par le personnel des ITAB
			790%	7. Il n'y a pas eu d'accompagnement

Pour le projet ETAPE, tous les résultats ont été atteints au moins à 90%. Il fallait prévoir dans les activités du projet un accompagnement surtout en ce qui concerne la troisième stratégie du projet « Développer l'Esprit d'Entreprise dans les ITAB ». Par exemple, prévoir un budget pour démarrer les activités génératrices de revenus avec les équipements achetés par le projet aux ITAB dont le four à pain, la couveuse, le hachoir à viande, l'extracteur des jus, etc.... La phase-2 du projet pourrait non seulement remédier à ce problème mais aussi à l'accompagnement des lauréats des ITAB pour une meilleure insertion professionnelle.

II.2.1.2 Projet PACEA

Objectifs spécifiques	Résultats attendus	Activités prévues	Etat de réalisation	Observations (par ex. impact)
Le projet vise (i) l'intégration de la formation professionnelle dans l'enseignement agricole à travers l'élaboration des programmes de formation et (ii) la mise en place d'un réseau des maîtres de formations pratiques et d'encadrement de stages.	<p>-Le réseau des maîtres d'apprentissage pratique et encadrement de stages est mise en place et au moins deux fora sont organisés.</p> <p>-Le partenariat entre CDCTP et le consortium international, incluant les experts burundais est solide et durable</p> <p>Module PIP développé pour les enseignants et les élèves au niveau du CEM</p> <p>Module PIP développé pour les enseignants</p>	<p>-2 Forum à l'endroit des enseignants de la FABI, des lauréats, des finalistes de la FABI et Economie Rural et des entreprises pour servir d'institutions d'accueil de stagiaires de la FABI et Economie rural</p> <p>Organiser 1 visite d'échanges d'expérience en Europe</p> <p>3) Octroi de 3 porcs dans les 3 CEMs à raison d'1 porc par CEM, et du matériel aratoire ainsi que des intrants</p> <p>4) Former 12 Formateurs des</p>	<p>1)100%</p> <p>2) L'activité de visite d'échange d'expériences n'a pas eu lieu</p>	<p>1) 60 institutions ont accepté d'accueillir et d'encadrer les lauréats de la FABI et d'Economie Rural</p> <p>2) Les 3 Porcs donnés aux CEM ont donné naissance en moyenne 5 petits par porc</p>

	et les élèves au niveau des ITAB	CEM sur le module PIP	3) 100%	
		Former 20 enseignants des ITAB sur le module PIP	4) 100%	
		5) Former 15 Concepteurs du BECFT sur les modules PIP adaptés aux ITAB et aux CEM	5) 100%	
		6) Mise en place des clubs PIO pour les CEM et les clubs PIAT pour les ITAB	6) 100%	

Commentaires sur l'atteinte des résultats : La première activité a été réalisée mais la reprise de cette activité est nécessaire pour pouvoir évaluer les stages effectués dans les institutions qui ont accordé ces stages suite à ces rencontres en forum.

La visite d'échanges d'expériences en Europe n'a pas eu lieu suite au problème de l'obtention des visas pour les partenaires du Ministère de l'Education.

II.2.1.3. Projet BIRATURABA TWESE

Tableau synthétique du projet

Objectifs spécifiques	Résultats attendus	Activités prévues	Etat de réalisation	Observations (par ex. impact)
1) Les femmes et les filles marginalisées ont un accès accru aux biens et ressources et un meilleur contrôle de celles-ci et augmente leur participation à la prise de décision à tous les niveaux tout en atténuant les menaces de violences et d'intimidation sexistes	120 personnes dont les femmes et les filles ont renforcé leur autonomie économique	1) Identification et validation des bénéficiaires 2) Choix des métiers par les jeunes 3) Identification des opportunités en formation professionnelle 4) Contrat avec les formateurs 5) Achat des outils et octroi des kits didactiques 6) Former 72 femmes et filles, 48 Jeunes garçons sur la couture, soudure, coiffure, Mécanique, hôtellerie	1) 83.3% 2) 98% 3) 100% 4) 100% 5) 100% 6) 89%	Les lauréats de ces formations s'insèrent facilement dans le milieu professionnel et commencent à gagner leur vie et à remorquer leur famille comme par exemple aider les parents à payer les frais scolaires de leurs petits frères et filles.

Commentaires sur l'atteinte des résultats :

À la première activité, nous sommes à 83.3% parce que lors de l'identification, on avait prévu 120 personnes mais 100 personnes uniquement ont été identifiées. A la deuxième activité, nous sommes à 98% parce que sur les 100 personnes identifiées, 2 personnes n'ont pas répondu à l'identification des métiers. Au final 88 personnes ont pu terminer les formations complètes dont 57 femmes et filles, 31 garçons. Parmi ces 88 personnes figure 4 filles handicapés physiques (1 épileptique, 1 sourde, 1 borgne, 1 sans doigts).

II.2.1.4. Projet Appui au Centre des Handicapés de Makamba

Tableau synthétique du projet

Objectifs spécifiques	Résultats attendus	Activités prévues	Etat de réalisation	Observations (par ex. impact)
Appui à l'éducation des enfants avec handicap du centre Makamba	Rendre autonome 110 enfants/jeunes handicapés dont 11 sont moins de 5 ans (appui en santé et Education)	1) les sensibilisations des parents, 2) le suivi des enfants appuyés en famille et dans les institutions prestataires de services, 3) formation /sensibilisation de nouveaux comités communaux RBC si nécessaire, sur la mission qui les attendent et leur opérationnalisation.	14 enfants appuyés dont 2 pour l'ECOFO, 4 pour le post fondamental pour l'Enseignement Supérieur 4 pour la formation professionnelle 3 pour le stage professionnel	

II.3. Activités non prévues réalisées

Pour le projet ETAPE, il y a eu Achat des matelas aux ITAB Karusi et Mahwa, Réhabilitation des zones de quarantaines des ITAB Karusi et Mahwa, Octroi des citernes d'eau aux ITAB Karusi et Mahwa pour éviter la rupture en eau potable. Signalons qu'il y avait un budget des imprévus qui a couvert tous ces activités.

Pour le projet PACEA, il y a eu la formation des conseillers du BECFTP pour pouvoir les imprégner du module PIP afin de le valider.

Concernant le Projet BIRATURABA TWESE, 33 machines à coudre additionnelles aux 34 achetés avant comme kit de démarrage en faveur des jeunes formés ont été achetés pour résoudre le conflit entre les lauréats qui ont bénéficié ce kit.

II.3. Histoire de succès, contraintes, leçons apprises et perspectives

II.3.1. Histoire de succès pour le projet ETAPE

D'une dizaine à une cinquantaine de fromage produit à la coopérative de développement laitier de Kiryama par jour

Abbé Léonidas NIMUBONA est le directeur gérant de la Coopérative de Développement Laitier de Kiryama (CDLK). Depuis qu'il est Directeur, il se posait toujours la question de savoir Comment le Centre peut satisfaire à la demande en fromages de ses clients, car, la Coopérative n'en produit que à 10 par jour avec le lait trait des vaches de la CDLK. Pour tenter de palier à la situation, Abbé Léonidas a instauré le système de collecte du lait auprès des ménages environnants. Là aussi il se heurte à un autre problème. La cuisson du lait avec le bois de chauffage et la pasteurisation prenait un long temps et des fois le lait avait l'odeur de la fumée.

Abbé Léonidas n'a pas croisé les bras. Il a visité différents centres de fromagerie pour voir ce qui se passe chez eux et a constaté que ce qui manque chez lui est une machine pour la cuisson et la pasteurisation qui peut contenir une grande quantité de lait. Avec surprise agréable, COPED a gagné un projet dénommé « Enseignement Technique Agricole Pour l'Employabilité » qui appuyait les ITAB et les Centre de perfectionnement dont CDLK faisait partie. Lors de l'identification des besoins pour chaque partenaire, CDLK a vite présenté le besoin de pouvoir satisfaire en fromage sa clientèle et a bien montré qu'il lui manque une machine pour la cuisson et



la pasteurisation du lait en quantité suffisante. COPED en collaboration avec les autres partenaires ont validé le besoin exprimé d'autant plus que cette Coopérative va servir aussi de stages aux apprenants des ITAB.

CDLK a pu acheter une cuve pasteurisante pouvant contenir 500 litres de lait et qui sert à la fois pour la cuisson et la pasteurisation. Actuellement, Abbé Léonidas témoigne que CDLK peut produire plus de 50 fromages par jour et que ces clients sont satisfaits.

Avec les mêmes fonds de ce projet, ils ont pu réhabiliter la chambre froide qui sert à la conservation des différents produits laitiers dont ces fromages et une autre machine de remplissage dans les bouteilles le lait qui ne sert pas à la fabrication des fromages.

Les apprenants des ITAB, des Universités en profitent pour les stages scolaires et académiques ainsi que ceux qui veulent se perfectionner.

La population environnante est aussi satisfaite parce qu'elle peut vendre à la CDLK le lait extrait le matin et le soir.

II.3.2. Contraintes rencontrées et solutions

Pour le projet ETAPE, la planification des activités n'était pas toujours facile puisque notre cible était des enseignants et des apprenants qui ne sont pas toujours disponibles parce que, occupés toute la semaine par des horaires des cours parfois surchargés. Pour remédier à cette situation, nous avons opté de travailler beaucoup pendant les vacances et les week-ends. Une autre contrainte rencontrée est que les besoins des ITAB étaient énormes par rapport au budget qui était disponible pour les investissements. Pour ce problème nous avons dû prioriser avec les enseignants et les responsables des ITAB.

Concernant le projet PACEA, la contrainte principale était le budget qui était minime par rapport aux activités et la solution revenait à prioriser les activités.

Pour le projet BIRATURABA TWESE,

- ✓ Certaines autorités administratives ont voulu imposer le profil des cibles surtout dans la commune Vugizo de la province Makamba et avons décidé d'ignorer cette zone.
- ✓ Le budget alloué au programme était largement insuffisant d'où COPED a dû supporter certaines charges dont le paiement de certains staffs affectés partiellement ou totalement au projet ainsi que les entretiens des matériels roulants et non roulant
- ✓ Le choix des bénéficiaires et l'identification des lieux de formation a pris beaucoup de temps suite à la dispersion des zones cibles.
- ✓ La plupart des CEM n'étaient dotés ni des formateurs ni d'équipements adéquats pour la formation pratique d'où l'achat des équipements et le recrutement des formateurs étaient la première préoccupation et a retardé le début des formations
- ✓ Certains lauréats (en couture) ont bénéficié d'un kit de démarrage insuffisant occasionnant dans certaines associations de petits conflits liés à leur gestion mais tous ces conflits ont été résolus et l'achat de 33 machines complémentaires.

II.3.3. Leçons apprises

Pour le Projet BIRATURABA TWESE, nous avons remarqué que les métiers sont très intéressants. Les Personnes handicapés qui ont suivi ces formations le témoignent. Nous avons pu former une sourde, une épileptique, une borgne, une sans doigt en couture et ont suivi toute la formation en couture jusqu'au bout. Aussi exceptionnellement une fille nommée Ancille a pu suivre la formation en soudure, un métier qui jadis dédié aux hommes. Parmi Ceux qui ont réussi, il y en a qui ont pris l'initiative de former les autres jeunes environnant bénévolement. Pour éviter les conflits éventuels liés aux rivalités et aux concurrences, les lauréats de la filière soudure se sont joint à leurs formateurs pour former un seul groupement. A Buyengero les jeunes se sont associés et ont décidé de payer eux- mêmes une formation supplémentaire pour quelques membres de leur association. Cette formation leur a permis d'acquérir de l'expertise non acquise lors de la formation initiale, tout cela au profit de tous les membres de l'association.

II.3.4. Perspectives

Pour le projet ETAPE, les membres du consortium ont rédigé une note conceptuelle pour un éventuel ETAPE-2 qui est maintenant déposé à l'Ambassade des Pays -Bas au Burundi et au ministère des affaires étrangères néerlandais. Nous attendons le retour d'information. Une fois qu'il y est une autre opportunité de financement, nous envisageons accompagner les lauréats et étendre le projet aux autres ITAB.

Pour le projet BIRATURABA TWESE, nous envisageons connecter ces jeunes lauréats aux différentes opportunités d'offres d'emploi.

Pour le projet PACEA, nous envisageons étendre le PIP dans d'autres ITAB une fois qu'il y est une autre opportunité de financement.

Les projets ont connu des succès mais il y a nécessité que ces derniers ne s'arrêtent pas. Pour les projets d'Education, il fallait un programme sur une durée minimum de 10 ans pour pouvoir observer des impacts.

AXE III. ACCÈS À UNE ALIMENTATION SUFFISANTE ET ÉQUILIBRÉE

III.1. Bref rappel de l'axe

Le Département SAN rentre dans l'axe n° 3 « **Accès à une alimentation suffisante et équilibrée** ». Cet axe comprend trois objectifs spécifiques, à savoir (i) Contribuer à l'augmentation de la productivité agro-pastorale sur 100 collines (20 collines par an) ; (ii) Renforcer la promotion économique des ménages et (iii) Contribuer à l'amélioration de la qualité de l'alimentation familiale. Pour réaliser sa mission dans ce domaine COPED a pu exécuter six projets dans différentes zones du pays avec différents bailleurs.

III.2. Brève description des projets exécutés dans le département sécurité alimentaire

Ici nous allons décrire essentiellement 4 projets qui ont fait l'objet de pas mal d'activité à COPED durant l'année 2022. Il s'agit des projets TUBEHONEZA, PADANE, CEI BURAGANE et MERANKABANDI. Il y a aussi 3 projets qui sont terminés avant 2022 mais que COPED a continué à appuyer sur ses propres fonds pour avoir de bons résultats à savoir (i) le projet BUKI MIKORO qui avait été financé par Christian Aid à Rumonge, (ii) le projet YERA (culture sous serre) à Kizuka qui avait été financé également par Christian Aid et enfin (iii) le projet biogaz dans Rumonge sur deux sites de Mwanze et Cabara avec le même bailleur.

III.2.1. Projet TUBEHONEZA

III.2.1.1. Objectif Global

L'objectif global est de contribuer au renforcement durable de la résilience.

III.2.1.2. Zone d'intervention

Il s'agit des communes Cankuzo, Kigamba et Cendajuru dans la province de Cankuzo

III.2.1.3. Cible du Projet

La cible est de 9810 ménages dont 570 vulnérables

III.2.1.4. Bailleur, budget et période d'exécution

Le projet est financé par l'Union Européenne avec un budget de 402 801 euros sur une période allant de juin 2019 à mars 2022.

III.2.2. Projet PADANE

Le projet visait à conduire une étude d'analyse des besoins en financement des acteurs des chaînes de valeurs sur les filières sorghos, Lait, sorgho blanc, patchouli, tournesol, maracuja, prune du Japon, Amarante et poule/œuf.

III.2.2.1. Objectif Global

Il s'agit d'appuyer le développement agricole pour la nutrition et l'entrepreneuriat

III.2.2.2. Zone d'intervention

La zone d'intervention s'étend sur 7 provinces : Makamba, Rumonge, Mairie ; Bujumbura, Cibitoke, Bubanza, Gitega et Muyinga

III.2.2.3. Cibles du projet

Les associations, coopératives ou les individus qui travaillent sur les filières sorghos, lait, sorgho blanc, patchouli, tournesol, maracuja, prune du Japon, Amarante et poule/œuf

III.2.2.4. Bailleur, Budget et période

Sous le financement de SNV avec un budget de 85 284 350 BIF le projet couvre la période d'Août 2021- Mars 2022.

III.2.3. Projet CEI BURAGANE

III.2.3.1. Objectif Global

L'objectif global du projet était de « contribuer à l'amélioration des conditions de vie des familles et jeunes rapatriés les plus vulnérables » dans le Vicariat Episcopal de Buragane

III.2.3.2. Zone d'intervention

Il s'agit des communes Makamba, Mabanda et Kibago de la province Makamba

III.2.3.3. Cibles du projet

La cible directe était de 1124 bénéficiaires provenant de 840 ménages dont 65 % de femmes.

III.2.3.4. Bailleur, Budget et période

Le projet a été financé par la Conférence Episcopale Italienne avec un budget de 1 302 701 euros pour la période de 2019-2022.

III.2.4. Projet MERANKABANDI

III.2.4.1. Objectif Global

L'objectif global du projet est d'Améliorer le bien-être des enfants et leur famille dans le Projet Merankabandi 1 à travers la consolidation des activités de durabilité pour l'autonomisation et les services communautaires de Développement de la Petite Enfance

III.2.4.2. Zone d'intervention

Le Projet intervient dans la Province Kirundo dans les Communes de Bugabira, Busoni, Kirundo et Ntega.

III.2.4.3. Cibles du projet

Le Projet a une cible de 14.341 bénéficiaires répartis dans 4 communes et 71 collines dont 3.443 bénéficiaires dans la commune Bugabira, 3.871 bénéficiaires dans la commune Busoni, 3380 bénéficiaires dans la commune Kirundo et 3.647 bénéficiaires dans la commune Ntega.

III.2.4.4. Bailleur, Budget et période

Le projet est financé par le Royaume de Belgique à travers UNICEF avec un budget de 246 299 699 Francs burundais dont une contribution de COPED de 11 987 699 francs burundais pour une durée de 7 mois s'étendant du mois de Mai 2022 jusqu' à la fin du mois de Novembre 2022

III.3. Etat des réalisations dans le département de Sécurité Alimentaire et Nutrition

III.3.1. Projet TUBEHONEZA

III.3.1.1. Tableau synthétique des réalisations

Objectifs spécifiques	Résultats attendus	Activités prévues	Etat de réalisation	Observations (par ex. impact)
-Contribuer à la connaissance et au renforcement des principes de base de la sécurité alimentaire (disponibilité, accessibilité,	-Structuration et renforcement de 327 groupements agricoles ;	-structurer 327 groupements agricoles	100%	
	-Renforcement et appui de 327 fermier leaders dans la multiplication des semences et vulgarisation des bonnes pratiques agricoles ;	-Appuyer et renforcer 327 fermier leaders dans la multiplication des semences et vulgarisation des bonnes pratiques agricoles	100%	
				100%

<p>qualité, stabilité)</p> <p>Contribuer à la réduction de la faim de la population de Cankuzo</p>	<p>-Protection de 612,153 ha des sols cultivables par les courbes de niveau et fixés par les arbustes et herbes ; structuration de 12 réseaux agricoles collinaires et 3 réseaux communaux et leur formation en gouvernance, gestion et reportage;</p>	<p>- tracer des courbes de niveau sur 612,153 ha des sols</p>	100%	
	<p>-construction et opérationnalisation de 3 stands destinés aux réseaux agricoles des communes Cankuzo, Cendajuru et Kigamba pour l'écoulement des productions ;</p>	<p>- Planter des arbustes et des herbes fixatrices du sol</p>	100%	
	<p>-appui de 8000 bénéficiaires en semences maraichers ; -</p>	<p>-structurer et former 12 réseaux agricoles collinaires et 3 réseaux communaux à la gouvernance, gestion et au reportage</p>	100%	
	<p>-Appui aux vulnérables avec 880 poules pondeuses et 220 coqs de race Kroiler et 144 ruches de type longstroph double à 570 pour les AGR ;</p>	<p>- construire 3 stands destinés aux réseaux agricoles des Communes Cankuzo, Cendajuru et Kigamba opérationnels pour L'écoulement des productions</p>	100%	
	<p>-Former et soutenir 150 VSLA à raison de 50 VSLA par commune ;</p>	<p>- Appuyer 8000 bénéficiaires en semences maraichers ; 880 poules pondeuses et 220 coqs de race Kroiler et 144 ruches de type longstroph double à 570 vulnérables pour les AGR</p>	100%	
	<p>-Former 553 Leaders communautaires sur l'approche SASA visant le changement de mentalité sur les pratiques nuisibles à la nutrition.</p>	<p>-Former 150 VSLA à raison de 50 VSLA par commune</p> <p>- Former 553 Leaders communautaires sur l'approche SASA visant le changement de mentalité sur les pratiques nuisibles à la nutrition.</p>	100%	

III.3.1.2. Les succès du projet TUBEHONEZA

Actuellement on constate une culture de l'esprit de cohésion, d'entraide et de solidarité entre les bénéficiaires suite aux groupements mis en place par la construction de 3 simples maisons des vulnérables à Kibungo, Kigarika et Kabageni ; les gens ont appuyé au traçage des courbes de niveau et plantation des éclats pour le cas d'un récalcitrant à Kibungo et 4 vieilles femmes veuves à Kigarika et Kibande ;

Il y a eu changement de mentalité des bénéficiaires suite aux différentes formations dispensées aux leaders des bénéficiaires sur les techniques agricoles, élevage, gestion post récolte. La production a augmenté sur la colline Kibungo pour le cas de Kibungo, le cas de haricot volubile ; c'est un cas d'innovation sur cette colline car avant on ne semait pas les semences de haricot volubile et pour le moment le tuteurage et semis en ligne est exploité. Ainsi pour 5 kg de semences, ils témoignent qu'ils ont récolté 150kg. L'augmentation du rendement de haricot pour le maïs pour le cas de la colline Kigarika, semant 3kg, un Fermier leader a récolté 250kg de maïs. Actuellement on constate la réduction des prix des œufs de 400Francs burundais à 350Francs burundais suite aux œufs pondus jusqu'à ce jour de 25.620 œufs. Un bénéficiaire de Mugozi a déjà honoré les engagements de la chaîne de solidarité communautaire pour les cas de porcs et assure les soins de son enfant malade suite à la vente de petits porcelets.

Les herbes fourragères pour le bétail en stabulation permanente sont actuellement disponibles suite à la distribution des éclats de souches de Bana glass aux bénéficiaires et les sources de revenus ont augmenté pour les ménages bénéficiaires vendant des herbes fourragères par rapport aux ménages qui n'en ont pas. L'inondation des marais a diminué ; cas du marais de Runyanana sur la colline Muhweza.

A la fin du projet les légumes sont disponibles aux ménages suite à la distribution des semences maraichères aux bénéficiaires. Au départ, 10% de ménages avaient des kitchen garden et pour le moment au moins 55% de ménages ont des kitchen garden et ont amélioré leur situation nutritionnelle.

Grace au projet que COPED a exécuté la santé animale s'est vue améliorée suite à la mise en place des ACSA sur les collines cibles. Au départ, carence des médicaments vétérinaires et pour le moment, on s'approvisionne facilement en médicament et intervention des ACSA sur toutes les collines cibles et avoisinantes.

On constate aussi un développement des opérations d'ouverture des comptes des VSLA matures et non matures dans les IMfs suite à la formation des leaders des VSLA et à la sensibilisation des membres des VSLAs. Au départ, 5 VSLA étaient connectés aux IMfs et pour le moment 36 VSLAs sont connectés aux IMfs.

Un ménage de la colline Rujungu répondant au nom de **Tangishaka Jean Marie** a témoigné que sur les techniques agricoles au départ il pratiquait le semis à la volée de toutes les cultures mais suite à la formation bénéficiée et au suivi du Technicien agronome, il a pratiqué le semis en ligne d'où réduction des semences qu'il utilisait, au départ, il utilisait 2kg de maïs et il produisait 20kg de maïs mais avec les techniques agricoles apprises, il utilisait 0.5 kg de maïs sélectionnées et produisait 100kg de maïs

Il a aussi témoigné sur l'importance de la fumure organique, au départ; il pratiquait l'épandage dans le champ mais pour le moment il le fait par amendement organique donc localisation par poquet; d'où augmentation de la production et là où il produisait 50kg de maïs pour le moment il produit 70kg.

Un représentant de ménage de la colline Kigarika répondant au nom de **Nyandwi Joël** a témoigné que suite aux techniques agricoles d'utilisation des semences sélectionnées, il a acheté 3kg d'hybrides de maïs et a produit 400 kg de maïs sur une superficie de 21,7 ares et donc il disait qu'il a nourri la famille, conservé les semences et le surplus sera vendu au marché à un prix rémunérateur.

Un représentant d'un ménage et membre du groupement répondant au nom de **Batinya Denis** a témoigné que l'érosion a été réduite de 90% sur la sous colline Kigarama de la colline Muhweza suite au traçage des courbes de niveau.



Il a aussi témoigné que le marais de Runyanana surplombé par la sous colline Kigarama n'est plus inondé et par conséquent les exploitants rizicoles ont une bonne production. Il disait qu'au mois d'Avril les champs rizicoles étaient détruits par les eaux provenant de la sous colline Kigarama.

Il témoigne les profits des herbes fixatrices notamment l'alimentation du bétail et tuteurs pour les haricots volubiles.

Il a vendu des herbes fixatrices à un éleveur qui n'a pas d'herbes fourragères à raison de 2000Francs burundais par petit fagot; a vendu 20 fagots et a acheté des uniformes et du sucre pour ses enfants.

Un Fermier leader de la colline Rujungu répondant au nom de **Manirakiza consolée** a constaté que le prix du haricot au marché de Kigamba est mieux rémunérateur par rapport à

celui du petit marché de Rujungu et que par conséquent il va chercher un marché à bon prix au moment de la vente du surplus de la production

Un représentant d'un ménage/Fermier répondant au nom de **Miburo Renate** leader de la colline Misugi a témoigné que suite aux formations sur les jardins de case et semences distribuées de choux, carottes, oignons, lenga lenga qu'il a produit ces légumes dans les jardins de case et que pour le moment les membres de la famille et particulièrement leurs enfants ont une bonne santé suite à la consommation de ces légumes et autres produits alimentaires variés.



Elle a témoigné aussi qu'elle a vendu le surplus de ces légumes à 7000Francs burundais et elle a ensuite acheté une poule pondeuse et cette poule a 7 poussins. Ces enfants ont consommé 14 œufs. Un représentant de ménage répondant au nom de **Nsekarugumye Gervais** de la colline Muhweza sous colline Rumashi a sensibilisé les membres de groupements de planter les plantules de choux et tomates dans le marais de Runyankende pour leur vente au marché de Cankuzo et ils ont acheté un petit taureau géniteur 300.000Francs burundais.

Il a aussi témoigné que grâce au revenu provenant de ces légumes parvenait à scolariser ces enfants.

Une veuve représentant le ménage répondant au nom de **Buzeba Alvera** de la colline Shinge sous colline Ruvumu a témoigné que les coqs à l'état de maturité ont été donnés temporairement aux ménages pour le croisement aux races locales pour la production des poules de race croisée.



Elle a témoigné que le prix des œufs aux marchés environnants a passé de 400 à 300Francs burundais

Un Agent Communautaire de Santé Animale « ACSA » de Shinge répondant au nom de **Ndayishemeza Célestin** a témoigné que grâce au moyen de déplacement dont le vélo appuyé par le Projet se déplace facilement pour soigner le bétail des bénéficiaires du Projet

Les **autres ACSA** ont témoigné que les formations sur les techniques d'élevage leur ont permis d'intervenir dans la communauté pour soigner le bétail des bénéficiaires et non bénéficiaires du Projet.

L'**ACSA** de la colline Mugozi répondant au nom de **Kemeye Gaétan** a témoigné que grace au kit de démarrage appuyé par le Projet leur a permis de soigner le bétail des bénéficiaires moyennant de petits frais et continue à s'approvisionner pour la continuité de l'accomplissement de leur mission. :

Un représentant d'un ménage membre d'un AVEC répondant au nom de **Niyitereka Césarie** de la colline Mugozi a témoigné qu'il lui a été facile d'acheter le matériel scolaire suite aux dividendes provenant de l'épargne.

Un représentant d'un VSLA répondant au nom de **Cimpaye Dieudonné** de la colline Kigusu a témoigné que le crédit de 25.000Francs burundais demandé à l'AVEC lui a permis de faire une AGR de production de la bière de maïs. Le bénéfice tiré de cette AGR lui a permis d'acheter 2 lapins dont un mâle et femelle pour 6000Francs burundais. Suite à la prolifération de ces lapins, il parvient à s'acheter des pagnes sans recourir à son mari.



III.3. Défis

Il y a sous-estimation des cibles par exemple protection des sols cultivables d'une superficie de 1600ha et appui de 150 ASC du district sanitaire de Cankuzo en kit iccm ;

Temps imparti à la protection des sols cultivables et à l'accompagnement des VSLA était court ;

Non couverture de toutes les collines de la zone d'action du projet ;

Non implication effective de quelques administratifs de base et techniciens de base de la BPEAE et BDS pour le soutien de l'équipe technique pendant la sensibilisation des bénéficiaires durant la mise en œuvre du projet ;

Irrégularité de l'approvisionnement en intrants agricoles dans la province Cankuzo ;

L'actualisation par la Direction Nationale du Système d'Information Sanitaire des registres des cas traités et autres pour les ASC se fait tous les 3 ans d'où par manque de moyens des districts sanitaires pour approvisionner ces agents de santé communautaire en ce kit ;

Actuellement les ASC interviennent pour le traitement de paludisme pour les enfants mais aussi les adultes dans la communautaire ; besoin de kit complémentaires pour suivre et traiter les adultes.

III.3.2. Projet PADANE

III.3.2.1. Tableau synthétique du projet

Objectifs spécifiques	Résultats attendus	Activités prévues	Etat de réalisation	Observations (par ex. impact)
<p>Contribuer à l'appui au Développement Agricole pour la Nutrition et l'Entrepreneuriat</p> <p>Contribuer à l'étude du marché des filières sorghos, Lait, sorgho blanc, patchouli, tournesol, maracuja, prune du Japon, Amarante et poule/œuf</p>	<p>-Conduire une étude d'analyse des besoins en financement des acteurs des chaînes de valeurs dans 7 provinces sur les filières sorghos, Lait, sorgho blanc, patchouli, tournesol, maracuja, prune du Japon, Amarante et poule/œuf</p> <p>- Validation finale au niveau national + Rapport final</p>	<p>-Faire une analyse des résultats d'enquête</p> <p>-Organiser trois ateliers provinciaux de restitution des résultats d'enquête</p> <p>-Organiser un atelier national pour la validation du rapport final de l'étude.</p>	<p>100%</p> <p>100%</p> <p>100%</p>	

III.3.3. Projet CEI Buragane

III.3.3.1. Tableau synthétique du projet

Objectifs spécifiques	Résultats attendus	Activités prévues	Etat de réalisation	Observations (par ex. impact)
	<ul style="list-style-type: none"> - 40 fermiers sont formés sur les pratiques agricoles améliorées, la conservation et la transformation ainsi que la gestion post-récolte - des membres des groupements agricoles sont appuyés en intrants de qualité (50 %) - 164 jeunes dont 94 filles ont été formés et seront certifiés en Avril en métiers professionnels (64 en coutures, 29 en soudure, 37 en salon de beautés et 25 en mécanique automobile) (100%) - 1 hangar de stockage est construit (80%) 	<ul style="list-style-type: none"> -Formation de 40 fermiers les pratiques agricoles améliorées, la conservation et la transformation ainsi que la gestion post-récolte -appuyer les groupements en intrants agricoles -Terminer la formation de jeunes en métiers -Certifier les jeunes formés en métiers Construire un hangar pour le stockage des récoltes 	<ul style="list-style-type: none"> 100% 100% 100% 100% 90% 	

III.3.4. Projet MERANKABANDI

III.3.4.1. Tableau synthétique

Objectifs spécifiques	Résultats attendus	Activités prévues	Etat de réalisation	Observations (par ex. impact)
<p>-Réhabiliter 72 Espaces de bien être Hinduringendo dans la Province Kirundo au profit des bénéficiaires du Projet en particulier et de la Communauté en général de la zone d'action du Projet Merankabandi I ;</p> <p>-Améliorer l'autonomisation et la résilience de 14.341 Bénéficiaires du Projet Merankabandi I de la Province Kirundo ; Offrir des services de Développement de la petite Enfance au Profit de 14341 ménages bénéficiaires du Projet Merankabandi I de la Province Kirundo</p>	<p>-Les bénéficiaires, services administratifs et techniques communaux sont mobilisés et sensibiliser sur la pérennisation des acquis du Projet d'appui aux filets sociaux « Merankabandi I»</p> <p>-le Suivi des activités au niveau de la communauté</p> <p>Suivi au niveau communal est assuré.</p> <p>Les Espaces de bien être Hinduringendo/Genderingendo sont réhabilités</p>	<p>- organiser 4 réunions de sensibilisation et mobilisation des services techniques communaux pour la pérennisation des acquis du Projet d'appui aux filets sociaux.</p> <p>- organiser 71 réunions collinaires à l'égard de tous les bénéficiaires, les comités collinaires et les chefs de colline</p> <p>-Elaboration des cahiers de charge et outils de suivi des mères leaders</p> <p>-Validation ainsi que la formation de 360 mères leaders et 71 Présidents des comités Merankabandi I ainsi que 71 chefs de colline sur l'application des fiches de suivi ainsi que le Protocole de pérennisation des acquis du Projet d'appui aux filets</p>	<p>100%</p> <p>100%</p> <p>100%</p> <p>100%</p> <p>100%</p>	

		<p>sociaux Merankabandi I.</p> <p>-former 360 mères leaders sur l'utilisation des outils de suivi dont la fiche de collecte des données</p> <p>-Identification communautaire des Prestataires de service ayant des capacités techniques et financières dans la zone d'action du Projet ;</p> <p>-Renforcement des capacités de 355 maçons sur les techniques de réhabilitation des Espaces Genderingendo suivant le type de matériau local ainsi que les plan type proposé par AAIB</p> <p>-La construction de 71 latrines</p>	<p>100%</p> <p>100%</p> <p>100%</p> <p>100%</p>	
--	--	---	---	--

III.3.4. Quelques succès

Très bonne collaboration entre le Coordinateur du Projet, les Opérateurs de terrain de Merankabandi I et le Responsable Provincial chargé des Operations pendant la mise en œuvre du Projet ;

Très bonne collaboration entre l'équipe du Projet de COPED et les autres partenaires de mise en œuvre du Projet ;

Bonne collaboration entre le Coordinateur du Projet de COPED et les services techniques et l'administration en général impliqués dans la mise en œuvre du Projet Merankabandi I pendant la sensibilisation la mobilisation, le suivi des activités et l'identification des volontaires communautaires Genderingendo/mères leaders pour la consolidation de la durabilité des acquis du Projet ;

Organisation des réunions de coordination et visites de terrain par AAIB et UNICEF bénéfiques pour tous les partenaires de mise en œuvre du Projet

III.3.4.3. Défis /Contraintes

Réhabilitation de 71 Espaces Hinduringendo au lieu de 72 EH prévus car un Espace Hinduringendo n'a pas été construit sur la colline Nyabikenke à Bugabira suite au manque de terrain

Destruction des bâches servant de pourtour des espaces de bien être Hinduringendo ;

Sous-estimation du budget servant la réhabilitation des espaces de bien être Hinduringendo et des infrastructures sanitaires ;

Rareté des matériaux de construction dans la Province Kirundo surtout dans les communes Busoni et Bugabira ;

Coût élevé des matériaux de construction ;

Hausse des prix du carburant ;

Pénurie du carburant surtout le mazout dans la zone d'action du Projet au début de la réhabilitation des EH

Cout de transport des matériaux de construction élevé au début de la mise en œuvre du Projet dans la zone d'action du Projet ;

Rareté des espaces publics pour la construction des Espaces Hinduringendo/Genderingendo aux endroits préférés. D'où, les EH sont déplacés sur d'autres collines avoisinantes et par conséquent sont inaccessibles aux bénéficiaires.

Difficulté de réhabilitation des EH se trouvant dans les terrains des congrégations religieuses et autres privés ;

Construction des Espaces de bien être Hinduringendo/Genderingendo semi durables

Contraintes pluviométriques retardant la plantation des haies vives ;

Construction des espaces de bien être Hinduringendo semi durables

AXE IV : PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET LA CONSERVATION DES RESSOURCES NATURELLES

IV. 1 Bref rappel de l'axe

Dans cet axe COPED s'est donné pour mission de contribuer aux initiatives visant la réduction des gaz à effet de serre, la promotion des énergies propres et renouvelables et la promotion des constructions respectueuses de l'environnement. Il interviendra aussi dans la promotion des pratiques résilientes aux changements climatiques, dans la pratique de la gestion conservatoire des sols et des eaux et dans la protection de la ressource « Eau », conformément aux normes et à travers l'approche « Gestion Intégrée de la Ressources Eau (GIRE).

Pour l'année 2022 COPED a eu à travailler sur un seul projet qui devait débiter avec l'année mais qui malheureusement à commencer au mois de septembre 2022.

IV.2 Projet PADI

Au Burundi, l'agriculture contribue à elle seule à hauteur de 39.6 % au PIB, offre 84 % des emplois, fournit 95 % de l'offre alimentaire et constitue le principal pourvoyeur de matières premières à l'agro-industrie. Cependant, c'est un secteur à faible productivité due à des problèmes conjoncturels et structurels.

Un des axes de développement du secteur agricole est la maîtrise de l'eau à usage agricole qui permet de réaliser trois saisons culturales sécurisées par rapport aux aléas climatiques.

Au cours du Programme Pluri Annuelle 2022 à 2026, l'APEFE a décidé d'intervenir dans le secteur de l'agriculture au Burundi et plus spécifiquement dans le secteur de l'agriculture irriguée. Elle a soumis à son bailleur de fonds la Direction Générale Coopération au Développement et aide humanitaire (DGD) de la Etat fédéral belge un programme dans ce secteur pour la période 2022 - 2026. Il a été accepté par la DGD en février 2022.

IV.2.1. Objectif Global

Le projet a comme objectif global d contribuer à l'amélioration de façon durable la production agricole de la province de Kirundo, par (i) l'aménagement des marais et de leurs bassins versants, (ii) le renforcement des capacités techniques et organisationnelles des producteurs et de leurs organisations et (iii) le renforcement des capacités des services techniques du MinEAgriE et des structures décentralisées, cela en prenant en compte les ménages les plus vulnérables, avec une attention particulière au genre, à l'environnement et au travail décent

IV.2.2. Zone d'intervention

Gitega (siège du MinEAgriE) et la Province de Kirundo

IV.2.3. Cibles du projet

Les cibles directs du projet sont les cadres et agents de la Direction du Génie Rural de l'Irrigation et du Développement des Serres (DGRIDS) du MinEAgriE, les cadres et techniciens du Bureau Provincial de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage de Kirundo ; les autorités décentralisées des communes et de la Province de Kirundo; les Associations d'usagers de l'eau des marais de Muhembuzi et de Nduruma; les coopératives agricoles des deux marais enfin les producteurs et productrices deux marais.

IV.2.4. Bailleur, Budget et période

Le gouvernement du Royaume de Belgique est le bailleur du projet avec un budget de 2.650.000 euros soit 5.300 Millions de FRANCS BURUNDAIS sur une période allant de janvier 2022 à décembre 2026

III.2.5. Tableau synthétique

Objectifs spécifiques	Résultats attendus	Activités prévues	Etat de réalisation	Observations (par ex. impact)
En 2026, environ 3000 ménages exploitant les marais et les bassins versant de Muhembuzi (commune de Busoni) et de Nduruma (commune de Gitobe et Busoni) dans la province de Kirundo auront amélioré leur production et productivité agricole en prenant en compte les ménages les plus vulnérables et avec une attention particulière au genre, à l'environnement et au travail décent."	-Débuter le projet en 2022	-Étude technique d'aménagement et élaboration du DAO pour l'aménagement proprement dit –	100%	
	-Les études de faisabilités sont produites	- Délimitation du bassin versant de Muhembuzi	100%	
	-le personnel du projet est mis en place	-Recrutement du personnel du projet. -Mise en place des organes de gestion du projet tel que le Comité de pilotage, le comité de suivi et l'Unité de Gestion du Projet	100%	
			0%	

		-Lancement officiel du programme Former les agents et cadres de la Province et commune de Busoni Tenir une réunion trimestrielle du comité technique du programme Tenir une réunion semestrielle du comité de pilotage	50% 50%	
--	--	---	--------------------	--

Le projet est à son début et heureusement le projet démarre bien et nous sommes en parfaite compréhension avec l’APEFE quant à la programmation.

AXE V : INTERVENTIONS INCLUSIVES EN MATIERE D'URGENCE ET HUMANITAIRE DE GENRE ET DE JEUNES

V.1. Rappel de l'axe

Au niveau de l'axe 5, le COPED s'est engagé à mener **des interventions inclusives en matière d'urgence, d'humanitaire, de genre et en direction des jeunes**. A ce titre, en collaboration avec un plan de contingence a été élaboré, actualisés et exécutés en direction des cibles spécifiques. Ainsi avec l'appui du HCR, le COPED a contribué, tout au cours de l'année 2022, à l'amélioration des conditions de vie des Réfugiés et demandeurs d'asile au Burundi. Le COPED s'est beaucoup investi dans l'accueil et installation des réfugiés à travers des activités orientées dans les secteurs de l'eau, l'hygiène, environnement et énergie, et abris dans le respect des normes en la matière.

Les 5 camps de réfugiés de Kinama, Musasa, Bwagiriza, Kavumu et Nyankanda, et le centre de transit de Cishemere ont constitué la zone d'action du COPED durant l'année 2022, à travers le projet « **Assistance en Infrastructures, Eau, Hygiène, Assainissement, et énergie dans les camps de réfugiés** ». Les activités qui avaient été envisagées concernaient les secteurs de l'approvisionnement en eau potable, la promotion de l'hygiène et assainissement, la construction et la réhabilitation des abris et infrastructures communautaires, la réhabilitation des routes, l'énergie et la protection de l'environnement.

V.2. Projet HCR

V.2.1. Objectif Global

L'objectif global a été de contribuer, tout au cours de l'année 2022, à l'amélioration des conditions de vie des Réfugiés et Demandeurs d'asile au Burundi

V.2.2. Zone d'intervention

Les 5 camps de réfugiés de Kinama, Musasa, Bwagiriza, Kavumu et Nyankanda, et le centre de transit de Cishemere qui sont situés dans les provinces de Ruyigi, Cankuzo, Muyinga, Ngozi et Cibitoke ont constitué de zone d'action du COPED durant l'année 2022, à travers le projet « **Assistance en Infrastructures, Eau, Hygiène, Assainissement, et énergie dans les camps de réfugiés** »

V.2.3. Cibles du projet

Quatre-vingt-dix mille réfugiés congolais situés dans cinq camps

V.2.4. Bailleur, Budget et période

Le projet a pour bailleur le HCR avec un budget de 2.270.441.991 sur une période allant janvier 2022 à Décembre 2022.

V.2.5. Tableau synthétique

Objectifs spécifiques	Résultats attendus	Activités prévues	Etat de réalisation	Observations (par ex. impact)
Assurer des conditions satisfaisantes d'hygiène et d'assainissement pour la population -Installer, améliorer et maintenir les infrastructures d'eau pour atteindre les standards de 20L/ ménage et par Jour -Assurer l'accès suffisant de la population à l'énergie et protéger l'environnement	-Assurer les besoins en eau dans tous les 5 camps -Maintenir les infrastructures en bon état dans tous les camps -Assurer une bonne hygiène et l'assainissement dans les 5 camps des réfugiés -sensibiliser les réfugiés sur l'utilisation des foyers améliorés -réduire la déforestation et les éventuels conflits entre les réfugiés et la population hôte à cause du bois de chauffage.	Afin d'atteindre les standards de 20 l /pers/jour et garantir l'accès à l'eau potable aux bénéficiaires, Il faut construire et maintenir des infrastructures hydrauliques s. -chloration l'eau régulièrement pour assurer sa qualité. - organiser des séances de sensibilisations sur la gestion et maintenance des infrastructures hydrauliques dans les quartiers des 5 camps. -Organiser des séances de sensibilisation sur différents thèmes (hygiène de l'habitat, des denrées alimentaires, individuelle et corporelle ; évacuation hygiénique des excréments	100% 100% 100% 100% 100% 100%	

		<p>humains et déchets solides ; moyens de transmissions et les mesures barrières de COVID19 ; rôles des leaders communautaires dans la prévention des maladies épidémiques et endémiques ; importance de l'évacuation salubre des eaux pluviales et usées en santé publiques ; la gestion de l'eau lors du puisage de l'eau sur les rampes d'eau) dans les camps</p> <p>- Distribuer 1 308 664 kg de briquettes aux réfugiés.</p> <p>-Organiser des séances de sensibilisation des réfugiés sur l'entretien des foyers améliorés, le nouveau protocole de distribution des briquettes, la façon de cuire le haricot (les tremper dans l'eau pendant 6h) et sur le non destruction</p>		
--	--	---	--	--

		de l'environnement dans les camps afin de réduire la déforestation et éventuels conflits entre les réfugiés et la population hôte.		
--	--	--	--	--

V.2.6. Quelque succès

Que ce soient les réfugiés ou les responsables du HCR, tout le monde apprécie le travail que fait COPED dans les camps.

V.2.6.1. Secteur eau

Dans ce secteur on a pu atteindre les standards de 20l /pers/jour d'eau potable. Des infrastructures hydrauliques ont été construites et maintenues. Des réservoirs ont été réhabilités, des robinets construits, d'autres réparés. De nouveau groupes électrogènes ont été installés et branchés pour le pompage d'eau. L'eau a été régulièrement analysée et chlorée et des séances de sensibilisation menées sur la gestion des infrastructures hydrauliques. Les motopompes ont été régulièrement maintenues.

V.2.6.2. Secteur Hygiène et assainissement

Au courant de cette année 2022, les activités de maintien d'hygiène et d'assainissement ont été menées dans les 5 camps des réfugiés avec succès. Ainsi, des blocs de latrines, des fosses à vidange et des fosses à ordures ont été construits, d'autres réhabilités. Des latrines ont été construites, surtout pour les PBS, d'autres ont été vidangés. La désinfection des latrines et les centres communautaires se fait 3 fois la semaine tandis que la pulvérisation des abris possédant des insectes vecteurs de maladies se fait sur demande. Des séances de sensibilisation sur l'hygiène dans les enceintes des écoles, sur les points d'eau et autour des latrines et douches ont été animées.

Dans le cadre de la gestion des ordures ménagères, des fosses à ordures ont été curées pour entreposage des déchets. Entretien et vidange des fosses à vidange a été fait dans tous les camps. Le curage des caniveaux maçonnés et/ou en terre, puisards ont été réalisées dans tous les camps. Les centres de transits ont été maintenus.

Quand on visite les camps on voit que tout est propre.

V.2.6.3. Secteur abris et infrastructures

Dans ce secteur, on a pu faire la réhabilitation des infrastructures existantes dans les 5 camps, la distribution des matériels et kits pour la réhabilitation et maintenance des abris des réfugiés. Des abris ont été construits et des maisons IKEA adaptées, Des caniveaux maçonnés ont été construits à Musasa et Kavumu ainsi que l'implantation d'un idea box. Des hangars d'attente/d'hébergement a été construit à Bwagiriza et Kavumu pour accueillir les nouveaux convois. Les centres de transit ont été maintenus. Dans ce secteur, le COPED a contribué par ses fonds propres dans la construction d'un hangar de stockage et distribution des briquettes au camp de Bwagiriza à hauteur de 50 millions de francs burundais.

V.2.6.4. Secteur énergie et environnement

Grace à l'ingéniosité de COPED on a pu réduire la déforestation et éventuels conflits entre les réfugiés et la population hôte. Pour y parvenir, des briquettes ont été distribuées aux réfugiés dans tous les camps en substitut au bois de chauffe. En plus de ces distributions, des séances de sensibilisation sur l'utilisation, la conservation de briquettes et le protocole de distribution ont été menés. Des ménages ont reçu le kit pour la construction et/ou la réhabilitation des foyers améliorés.

Les champs solaires et installations solaire ont été maintenus à Nyankanda, Kavumu et Bwagiriza. Enfin, le COPED a contribué par ses fonds propres dans la plantation d'arbres au tour des camps et sur les terres domaniales, sur une superficie de 29 ha avec un budget de 50 millions. Ce que le HCR a beaucoup apprécié en tant que partenaire.

V.2.6.5. Coordination et gestion du programme

Dans ce secteur, les membres du personnel administratif et logistique ont été toujours disponibles pour appuyer, coordonner, superviser et orienter les équipes de terrain pour une bonne réalisation des objectifs du projet. En conséquence, les activités sur terrain se sont très bien déroulées au cours de cette année 2022.

V.2.7. Contraintes rencontrées :

Au cours de la mise en œuvre de ce projet, des contraintes n'ont pas manqué. Elles sont classifiées par secteur et nécessitent une action mais aussi un budget additionnel y relatif :

V.2.7. 1. Secteur Energie

Même si les sensibilisations sur l'utilisation des briquettes continuent, le problème des treillis endommagés persiste. Donc, il faut songer au remplacement des treillis endommagés des anciens camps (Kinama, Musasa) ou acheter les foyers améliorés en céramique).

La quantité de briquettes distribuée aux familles de petites tailles ne couvre pas tout le mois.

Il y a à souligner le retard dans l'approvisionnement des briquettes par les fournisseurs.

V.2.7.2. Secteur constructions et réhabilitations

Les écoles en planches ont des structures qui sont rongées par les termites et cela reste une menace sur la sécurité des occupants en cas d'écroulement (Kinama, Musasa, Bwagiriza et Kavumu).

Beaucoup de cuisines communautaires sont en mauvais état (Kinama et Musasa).

Beaucoup de maisons sont en état vétuste (Kinama, Kavumu, Bwagiriza et Musasa).

V.2.7.3. Secteur hygiène

Beaucoup de latrines individuelles sont pleines alors que le budget de réhabilitation reste insignifiant par rapport aux besoins. Il y a nécessité de trouver le budget pour la construction de blocs de latrines vidangeables en dur aux camps de Kavumu.

Manque de douches aux camps de Bwagiriza et Kavumu.

Beaucoup de blocs de latrines communautaires possèdent des dalles et portes endommagés (MUSASA et KINAMA).

V.2.7.4. Secteur eau

Beaucoup de robinets ne se ferment pas ou sont cassés suite à la manipulation régulière des enfants surtout sur les rampes d'eau qui se trouvent à l'intérieur des quartiers des camps.

La chute du débit d'eau pendant la saison sèche au camp de Kavumu et Nyankanda, d'où nécessité de capter d'autres sources additionnelles.

V.2.8. Modifications et révisions

Au cours de l'année 2022, il y a eu amendement de l'accord dans le but d'intégrer des activités liées à la réhabilitation du Centre de Transit de Makombe, l'hygiène dans les centres de transit de Gitara en commune Mabanda, Kinazi dans la commune de Muyinga, Gihanga en commune Gihanga et Nyabitare dans la commune de Gisuru. Le réaménagement des activités dans les camps pour la construction des abris additionnels pour les nouveaux réfugiés.

Il y a eu aussi un budget additionnel pour la construction de 106 maisons en faveur de Déplacés internes à cause de la montée des eaux du lac Tanganyika à Rumonge. Le budget est de 800 millions.

V.3. AEP GATETE

V.3.1. Objectif global

Contribuer à l'approvisionnement d'eau potable dans la province de Rumonge.

V.3.2. Zone d'intervention

Les Collines de Gatete et Mutambara dans la commune et province de Rumonge.

V.3.3. Cibles du projet

Environ 1600 ménages composés essentiellement de vulnérables rapatriés de TANZANIE (villages de paix de KAYANGE) et quelques collectivités dont sept écoles fondamentales, un lycée, une école des métiers, deux centres de santé, un centre de négoce et un abattoir moderne.

V.3.4. Bailleur, Budget et période

Le bailleur du projet est l'UNICEF avec un budget de 513 millions de francs burundais pour une période de 4 mois allant de septembre 2022 à Décembre 2022.

V.3.5. Tableau synthétique du projet

Objectifs spécifiques	Résultats attendus	Activités prévues	Etat de réalisation	Observations (par ex. impact)
Faire une AEP de 20 km pour alimenter les collines de Gatete et Mutambara	- 1600 ménages des collines Gatete et Mutambara ont accès à l'eau potable -sept écoles fondamentales, un lycée, une école des métiers, deux centres de santé, un centre de négoce et un abattoir moderne ont accès à l'eau potable	-Aménagement d'un captage -Construction d'une chambre de départ et sa chambre de vanne -Construction d'une chambre de purge -Construction d'une chambre de ventouse -Construction de 05 réservoirs et leurs chambres de vannes -Construction de 11 nouvelles bornes fontaines et leurs chambres de vannes -Construction de 02 rampes	100% 100% 100% 100% 100%	

		-Installation de la tuyauterie	100%	
		-Réhabilitation de 10 bornes fontaines	100%	
		-Réhabilitation de cinq rampes	100%	

V.3.6. Quelques images



2. Construction de 05 réservoirs et leurs chambres de vannes



3. Construction de 11 nouvelles bornes-fontaines et leurs chambres de vannes



4. Construction de 02 rampes



5. Installation de la tuyauterie



6. Réhabilitation de 10 bornes-fontaines



7. Réhabilitation de cinq rampes



V.3.6. Les succès et recommandations

La construction du réseau d'alimentation en eau potable de GATETE et MUTAMBARA avait pour objectif principal une augmentation significative de la couverture en eau potable de la commune RUMONGE, en visant en particulier les ménages et collectivités situés le long de la RN3 et les villages de KAYANGE. Cela a été réalisé à 100%.

Cet objectif a été atteint à travers la mobilisation d'un débit d'eau potable suffisant, la construction d'ouvrages hydrauliques et la sensibilisation des populations bénéficiaires pour une appropriation totale de l'adduction.

Cependant, bien que cette zone de projet soit dotée de 5 réseaux installés (dont 04 partiellement fonctionnels), nous craignons que les pénuries initialement observées puissent se reproduire si une gestion rigoureuse de l'eau et de ces réseaux n'est pas initiée.

Dans cette optique, il faudrait que la Régie communale soit plus dynamique et suffisamment outillée pour exercer un contrôle strict de l'action des fontainiers ; nous pensons que ces derniers sont probablement impliqués dans la genèse des dysfonctionnements observés.

Une réévaluation des autorisations de raccordement des huileries artisanales (pertes énormes via des fosses non étanches) situées le long des réseaux est en outre vivement recommandée.

V.3.7. Contraintes et imprévus de terrain

De manière globale, le chantier s'est déroulé dans une ambiance louable.

Les travaux ont été cependant ralentis par une pluviométrie abondante qui a souvent raccourci les journées de travail.

L'élargissement de certains thalwegs a compliqué la mise en œuvre des dispositifs de franchissement.

AXES VI : RÉINSERTION SOCIO-ÉCONOMIQUE DES VULNÉRABLES

VI.1. Bref rappel de l'axe

Dans cet axe, COPED en 2022 a continué à mettre en œuvre un programme inclusif de réinsertion socio-économique spécifique aux vulnérables (jeunes chômeurs, lauréats de l'Enseignement Fondamental en quête d'emploi, les femmes, les handicapés...) de la zone d'intervention. Les jeunes ont été formés dans des métiers porteurs et puis ont bénéficié d'une insertion socio-économique comme le stipule le plan stratégique 2018-2022.

Comme il s'agit d'un axe transversal il a été réalisé à travers le projet CEI Buragane déjà décrit dans le département de sécurité alimentaire et nutrition, d'autres aspects de l'axe ont eu lieu à travers les projets BIRATURABA dans Rumonge et Makamba ainsi que le projet MERANKABANDI qui avait pour cibles les personnes les plus pauvres des communes déjà citées. Ici nous allons détailler le projet BIRATURABA TWESE.

Le Centre des handicapés de Makamba a continué à être appuyé par COPED à travers le projet financé par la Fondation Liliane à travers l'UPHB et la mise à sa disposition d'un personnel qualifié en Kinesithérapie. Il s'agit de deux travailleurs qui sont payés par COPED sur un contrat à durée indéterminée.

VI.2. Etat des réalisations des activités dans l'axe VI

VI.2.1. Projet BIRATURABA TWESE

Le but du projet est le renforcement socio-économique des jeunes de 18 à 35 ans issus des familles pauvres des provinces de Rumonge et Makamba en mettant l'accent sur les femmes, les filles et les jeunes vivant avec handicap pour avoir une vie saine.

VI.2.1.1. Objectif Global

Les femmes et les hommes marginalisés réalisent leurs droits humains en ayant un accès plus équitable à la terre, au logement, aux services de base et à des moyens de subsistance sûrs, bénéficient d'impôts progressifs et de politiques fiscales et participent activement en tant que citoyens et influencent les décisions qui affectent leur vie.

VI.2.1.2. Zone d'intervention

La zone d'intervention du projet est constituée par les provinces de Rumonge et Makamba.

VI.2.1.3. Cible du projet

Les bénéficiaires directs du projet sont constitués par les jeunes femmes, filles et garçons de 18 à 35 ans issus des familles pauvres ayant un esprit entrepreneurial.

VI.2.1.4. Bailleur, budget et période du projet

Le projet est financé par Christian Aid. Le budget total est 125.000 euros sur une période de 12 mois. Le projet a commencé le 1^{er} janvier 2022 et a pris fin le 31 décembre 2022.

VI.2.2. Tableau synthétique des réalisations

Objectifs spécifiques	Résultats attendus	Activités prévues	Etat de réalisation	Observations (par ex. impact)
Les femmes et les hommes ont un meilleur accès à des mécanismes efficaces, durables, inclusifs et rapides de résolution des conflits	-Relier les lauréats du programme de formation professionnelle aux opportunités d'emploi ouvertes au Burundi par des entreprises privées	-Relier les lauréats du programme de formation professionnelle aux opportunités d'emploi ouvertes au Burundi par des entreprises privées	100%	Tous les lauréats de 2021 ont été équipés et intégrés dans le marché du travail
		-Identifier les lauréats à haut potentiel professionnel, managérial et en marketing	100%	Les lauréats de 2021 à haut potentiel 6 en couture et 3 en hôtellerie ont été identifiés et ont reçu une formation plus poussée
		Formation/stages des lauréats à haut potentiel dans les établissements privés	100%	
		Donner des certificats aux lauréats après le stage concluant	100%	
		Former 80 jeunes en couture	150%	Cette section a été choisie par plusieurs apprenants
		Former 50 jeunes en soudure	50%	
		Former 10 jeunes en coiffures	100%	
		Former 25 jeunes en mécaniques	65%	

VI.3.3. Succès du projet Biraturaba

Sans toutefois donner toutes les précisions chiffrées différents lauréats des différentes filières témoignent avoir connu une certaine évolution économique à travers la satisfaction des besoins jadis inassouvis ou assouvis avec le concours des voisins ou des membres de la famille.

VI.3.3.1. Pour les lauréats de la filière couture Kayogoro.

Les lauréats ont installé leur atelier de couture à environ cent mètres du marché de Kayogoro ou ils ont loué un petit local. Tous les lauréats se sont réunis en un seul groupement appelé « AMBARA UBERWE ». Ils initié un système VSLA ou chacun épargne 3000 par semaine. Ils comptent partager les bénéfices à la fin de l'année. Avec l'argent déjà gagné, ils ont installé un poulailler avec un début de 5poules pondeuses de race MUTOYI. Sur le plan individuel, voici quelques témoignages.

➤ RUKUNDO Mélance

Avec l'argent qu'il gagne il parvient à couvrir facilement certaines dépenses familiales de premier ordre notamment l'achat des aliments et de leurs ingrédients, l'achat des produits de beauté. Il est surtout fier de pouvoir coudre un habit de son goût.

➤ NIYONKINZO Sylvie

En plus d'assouvir les besoins en alimentation pour sa famille, elle parvient également à venir en aide à certaines personnes vulnérables.

➤ NIBIRANTIJE Vanessa

Au-delà des dépenses en alimentation, elle parvient à se fait soigner et faire soigner les membres de la famille.

VI.3.3.2.1. Makamba

Seules les filles de la zone NYANGE ont pu former un groupement appelé « SHAZA ». Elles viennent à peine de démarrer leurs activités génératrices de revenus à tel point que nous pouvons parler d'autonomisation économique

VI.3.3.2.2. NYANZALAC : Soudure

Deux ateliers dont un est ouvert au chef-lieu de Nyanza-lac tandis que le deuxième atelier est ouvert à Mugerama. Pour le premier le responsable affirme être confiant d'avoir un avenir compte tenu d'une commande en huisserie pour une maison d'un voisin d'une part et des visites qu'ils enregistrent régulièrement.

Pour l'atelier ouvert à Mugerama, le responsable de l'équipe du nom de Kabura Japhet affirme avoir déjà reçu deux commandes dont la fabrication de deux portails et eux portes. En plus de satisfaire leurs besoins vitaux, ils ont déjà dans leur caisse une somme de 18000Francs burundais.

L'un des défis majeurs est le manque de leur propre compteur. En effet, avoir leur propre compteur leur épargne des éventuels différents liés au paiement des factures si les coûts sont partagés avec d'autres locataires.

VI.3.3.2.3. KAZIRABAGENI : Couture

Pour TUYISENGE Agrippine et IRAKOZE Janette ; elles ont dû passer tout un mois sans revenus mais elles affirment qu'actuellement elles reçoivent régulièrement des clients et parviennent par conséquent à avoir à mettre sous la dent. Ils ont initié un VSLA ou chacune cotise 500Francs burundais par semaine.

Pour ceux de la zone Mukungu, ils ont pu louer une autre machine et chacun parvient à gagner au moins 2000Francs burundais par jour.

VI.3.3.2.4. MAGARA : Couture

IRANKUNDA Odette tout comme IRAKOZE Pénine affirment pour combler les besoins primordiaux de leur famille et ces derniers sont satisfaits des services qu'elles leur rendent. Elles parviennent à faire 18.000 à 20 .000francs burundais comme recette mais pas de façon régulière. Elles parviennent à payer leur loyer alors qu'au départ cela était problématique. Le tableau suivant montre de façon détaillée et illustrative les recettes individuelles et leurs apports au sein de leur famille en termes d'habillement.

VI.3.3.3. Contraintes rencontrées

Quelques cas de malversations ont été signalés au CEM Kayogoro et connaissent un suivi de la part du coordonnateur de terrain.

Quelques lauréats ont affiché une certaine nonchalance lors de la recherche de la reconnaissance administrative de leur association et bloque par conséquent ceux- la qui ont de l'enthousiasme cas de Gatete. Des mesures de suivi sont en cours pour faciliter ceux- la qui sont en ordre à entreprendre des activités génératrices de revenus.

Des jeunes qui ont manqué les frais pour le paiement des papiers de reconnaissance administrative de leur groupement à Makamba. Une contribution du projet du projet pour aider ces lauréats à sortir de l'impasse a été budgétisée.

Des lauréats qui ont été contraint de louer des espaces qui ne sont pas hygiéniquement acceptables par manque de frais d'avances.

VI.3.3.4. Leçons apprises

Des jeunes présentant un handicap dont les sourds et autres cas ayant connus des VBG font partie du groupe des apprenants en formation professionnelle. Les hommes et les femmes partagent la formation et créent une entreprise ensemble. Ils sont de différentes ethnies, de différentes confessions religieuses et de différentes tendances politiques. Cependant, cette différence ne les a pas empêchés de construire leur avenir ensemble. La formation professionnelle joue un rôle moteur dans l'inclusion sociale, la tolérance mutuelle, la réduction des VBG, dans la construction de la paix et justice dans la société.

VI.3.3.5. Perspectives

Soutenir les associations déjà formées et encadrer le nouveau lauréat dans la création des associations.

Appuyer la nouvelle association en kits et équipement de travail et élaborer un projet similaire Biraturabatwese II.

AXE VII : LA COORDINATION DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN STRATÉGIQUE

VII.1. Bref rappel de l'axe

Les actions de la coordination visent à assurer une coordination efficace de cette mise en œuvre, à rendre performants le fonctionnement des organes et la gestion du COPED, à renforcer les capacités du personnel et appuyer la mobilisation des ressources nécessaires à la réalisation des interventions.

VII.2. Tableau synthétique des réalisations

Objectifs spécifiques	Résultats attendus	Activités prévues	Etat de réalisation	Observations (par ex. impact)
Assurer une coordination efficace de la mise en œuvre du Plan Stratégique 2018-2022 -Assurer une coordination efficace de la mise en œuvre du Plan d'action 2022	-Le fonctionnement des organes et la gestion de COPED sont performants	. Tenir une réunion hebdomadaire du comité de direction	90%	Des fois il y a des imprévus ou des activités sur terrain qui font que la réunion hebdomadaire ne soit pas possible. On a pu tenir 2 réunions ordinaires du CA.
	-Les capacités du personnel sont renforcées	-Tenir une réunion annuelle en AG des actionnaires	100%	
	-La mobilisation des ressources nécessaires à la mise en œuvre du Plan stratégique est atteinte à au moins 90%	-Organiser et tenir une réunion trimestrielle du Conseil d'Administration	50%	
	-Un plan de communication, de plaidoyer et lobbying est élaboré et exécuté	-Tenir une réunion annuelle avec le personnel de COPED	100%	
	-Le système de contrôle et de suivi évaluation est renforcé	-Participer régulièrement dans les réunions avec l'administration et les partenaires	100%	
		-Faire une mission annuelle à l'étranger pour renforcer les liens avec les différents partenaires/bailleurs ou en chercher d'autres	100%	
	-Tenir une réunion périodique de coordination des activités des projets	100%		
	-Mener des missions de contact et de plaidoyer auprès des partenaires locaux	100%		

		-Tenir une réunion semestrielle avec les départements	100%	
		-Faire des contrôles internes de gestion des ressources (Financières, matérielles, humaines, etc.)	100%	
		-Faire trimestriellement des audits financiers internes	100%	
		-Organiser et faire des audits financiers externes	100%	
		-organiser une Assemblée Générale annuelle.	100%	
		-renforcer en capacité au moins 5 staff par an.	100%	
		- faire évaluer le plan stratégique 2018-2022	100%	
		- préparer et faire valider le plan stratégique 2023-2027.	100%	
		Préparer et faire valider le plan stratégique de communication.	100%	
		-Préparer le PAA 2023	100%	
		- Elaboration et validation des stratégies :	100%	
		1) Communication		
		2) Enfance		
		3) Lutte contre la corruption et la fraude		

13. CONCLUSION GENERALE

L'année 2022, COPED a exécuté 14 projets dont 3 du premier axe en rapport avec la Santé. 4 au volet Education, 3 en sécurité alimentaire, 2 pour la protection de l'environnement ; 2 pour les urgences dans l'humanitaire et un autre pour la réinsertion socio-économique. Pour le dernier axe de la coordination il y a eu aussi beaucoup d'activités notamment des évaluations ainsi que des audits financiers qui ont eu lieu surtout que pas mal de projets devaient clôturer en 2022. A côté de ça on a continué à répondre aux appels à proposition ici et là tout en élaborant d'autres.

Au cours de cet exercice 2022, le COPED a renforcé les activités de plaidoyer et lobbying pour de nouveaux projets. Comme résultat, 7 nouveaux projets ont été accordés au COPED. Il s'agit de :

1. Le projet BIRATURABA TWESE PGIII financé par Chrichian AID qui sera exécuté en province RUMONGE et MAKAMBA.
2. Projet Ejo Heza, financé par le Christian Aid et qui sera exécuté en Province Ngozi ;
3. Le Projet Burundi Buhire, qui sera exécuté en Province Kirundo et Ruyigi, avec le financement de WWH,
4. Projet Amazi ni Ubuzima, financé par l'Union Européenne, qui sera exécuté en provinces Bubanza, Bujumbura et Cibitoke,
5. Projet Twivuze Twese, financé par l'Union Européenne, exécuté dans 6 provinces : Rumonge, Bujumbura, Cibitoke, Muramvya, Kayanza na Ngozi.

Vers la fin de l'année 2022, COPED a commandité une évaluation du plan stratégique 2018-2022 qui touchait à sa fin et le résultat a été largement positif. On a pu aussi élaborer et faire valider le Plan Stratégique 2023-2027, en concertation avec différents intervenants et partenaires.